

UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

**Faculté des Sciences Sociales et Politiques /
Solvay Brussels School of Economics and Management
DÉPARTEMENT DE SCIENCES SOCIALES**

Année académique 2008 - 2009

**LES RELATIONS ENTRE PECHE A PETITE ECHELLE ET PECHE
INDUSTRIELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT
LE CAS DE LA COTE EST DE MADAGASCAR**

Yann YVERGNIAUX

*Mémoire présenté en vue de
l'obtention du grade de Master en
Sciences de la Population et du
Développement, à finalité
spécialisée en Développement
International*

COOP5S-C

matricule 036342-73

Directeur: Mme le Professeur Véronique JOIRIS

Remerciements

Merci à toutes les personnes qui m'ont aidé, de près ou de loin, dans la réalisation de ce mémoire. Je remercie tout particulièrement : Félix RANDRIANASOAVINA du Collectif des Organisations Maritimes Malgaches, pour son aide experte et son amitié ; l'équipe du Foyer de Marins de Tamatave, pour son accueil ; les nombreux partenaires locaux de l'Apostolat de la Mer de Madagascar, pour m'avoir facilité la tâche dans mes déplacements au sein des localités de pêcheurs ; Béatrice GOREZ de la Coalition pour des Accords de Pêche Equitables, pour son soutien depuis le début ; Véronique JOIRIS, pour avoir dirigé ce travail ; Pierre PETIT, en tant qu'assesseur membre du jury ; les chercheurs m'ayant volontiers transmis des travaux et documents parfois difficiles à se procurer ; mes quelques attentifs lecteurs, pour leurs remarques pertinentes ; Marie Evelyne SOAFENO, pour sa traduction en malgache ; et bien sûr les pêcheurs qui m'ont accordé un peu de leur temps.

Famintinana

Amin'ny firenena an-dalam-pandrosoana maro dia maro ireo karazana jono entina hitrandraka ny hazan-drano : mifanerasera isan'andro ny fanjonoana ara-pomban-drazana eo an-toerana sy ireo endrika jono vaovao entin'ny fanampian'ny fanjakana sy ireo orin'asa lehibe mpitrandraka avy any ivelany. Izany fifangaroan'ny fomba maro izany anefa, izay hita matetika ny tsy fifanarahany, dia mitondra vesatra eo amin'ny fiainana an-davanadro sy ny toe-karena ary ny tontolo iainana.

Ao Madagasikara, ny « voly patsa be » ho an'ny varotra ivelany dia loharanom-bola vahiny tokoa. Amin'ity firenen'ny ranomasina indianina ity dia tena mampirobaka vola vahiny avy amin'ny toerana isan-karazany tokoa izany fitosahan'ny patsa be izany, indrindra ho an'ireo orin'asa mpitrandraka hazan-drano any amin'iny faritra avaratra andrefan'ny nosy iny. Ny jono ara-pomban-drazana Malagasy fanaon'ny vahoaka madinika eo an-toerana rahatrizay kosa, izay tsy mba hahazoany fanampiana amin'ny fanjakana, dia adino ary tavela tokoa amin'izany fandrosoan'ny fitrandrahana hazan-drano izany. Tsy maintsy mizara ny toeram-pitrandrahana amin'ireo orin'asa lehibe mantsy izy ireo. Any amin'ny faritra antsinana kosa, izay tsy dia voakasik'ity fitrandrahana “volamena mavokely” ity loatra sady tsy mba mahazo fanampian'ny fanjakana, ny fifaneraseran'ireo fomba fanjonoana maro samihafa dia manaraka fomba fitondra manokana izay somary hifankahazoan'ny mpitrandraka ihany na dia eo ary ireo tsy fifanarahana madinidinika samihafa.

Ity asa ity dia hiezaka ny hanazava fa ny fifandraisan'ny mpanjono ara-pomban-drazana eo an-toerana sy ireo orin'asa vaventy vaovao dia vato misakana ny fitrandrahana mirindra sy maharitra ny sampana hazan-drano ao an-toerana.

Table des matières

Avant-propos	6
Introduction.....	8
Première partie – Les relations entre pêche à petite échelle et pêche industrielle dans les pays en développement : cadre théorique, méthodologique et historique	10
1. Les relations entre types de pêcheries comme objet d'étude des sciences sociales	11
1.1. L'anthropologie des sociétés de pêcheurs.....	11
1.2. Pêche artisanale, pêche industrielle et interdisciplinarité.....	12
1.3. L'étude des relations entre pêche artisanale et pêche industrielle	14
2. Socle conceptuel et méthodologique: système halieutique et relations entre pêcheries.....	16
2.1. L'élaboration d'un cadre de représentation : le système halieutique	16
2.1.1. La nécessité d'un cadre de réflexion global des pêcheries	16
2.1.2. Vers un « renouvellement méthodologique »	17
2.2. La problématique des relations entre pêcheries : portée et limites du concept	19
2.2.1. Définir la pêche à petite échelle en regard de la pêche industrielle	19
2.2.2. Conceptualisation et types d'interactions	22
3. Les économies halieutiques du Sud et la mondialisation.....	24
3.1. Contribution de la pêche à petite échelle aux économies du Sud	25
3.2. Les pêcheries du Sud dans le marché mondial	26
3.3. L'accès des flottes de pêche étrangères aux Zones Economiques Exclusives du Sud	28
Deuxième partie – Les relations entre pêcheries sur la côte orientale de Madagascar	30
1. La pêche maritime à Madagascar	31
1.1. La crevette, l' « or rose » de Madagascar	31
1.2. Les trois sous-secteurs de la pêche maritime à Madagascar.....	33
1.2.1. La pêche traditionnelle	34
1.2.2. La pêche artisanale	35
1.2.3. La pêche industrielle.....	37
1.3. Des enjeux nationaux aux enjeux locaux	38
2. La pêche maritime dans notre zone d'étude, la côte centre-Est de Madagascar	39
2.1. Délimitation de la zone d'étude	39
2.2. Une région moins propice à la pêche maritime ?	41
2.3. Approche descriptive des trois sous-systèmes halieutiques	42
2.3.1. Le sous-système halieutique traditionnel.....	43

2.3.2.	Le sous-système halieutique artisanal	52
2.3.3.	Le sous-système halieutique industriel.....	61
2.4.	Compétition et complémentarité des sous-systèmes : analyse des interactions	65
2.4.1.	Ressource	65
2.4.2.	Espace	67
2.4.3.	Technologie, savoir et savoir-faire.....	68
2.4.4.	Collecte, transformation et commercialisation.....	69
2.4.5.	Emploi	73
2.4.6.	Crédit et subvention	74
3.	Conclusion : la nécessité d'une gestion intégrée du système halieutique sur la côte orientale de Madagascar	76
3.1.	Vers une politique de gestion halieutique équitable	76
3.2.	La promotion d'une gestion responsable et durable	78
3.3.	Portée et limites	80
	Bibliographie	81
	Table des illustrations	86
	Liste des sigles	87
	Annexe 1 : Production de la pêche et de l'aquaculture 1995-2006 (en tonnes)	88
	Annexe 2 : Le réseau national des aires protégées de Madagascar	89
	Annexe 3 : Délimitations des zones de pêche crevetteière après la réforme de 2000	90
	Annexe 4 : Article concernant la campagne menée par AGIR ICI, la CAPE et le COMM	91

Avant-propos

Mon intérêt pour la pêche à Madagascar date de mon premier séjour dans le Nord-Ouest de la Grande Ile, en 2006. Mes racines bretonnes ne sont certainement pas étrangères à cette curiosité envers la pêche maritime, et la région de l’Océan Indien Occidental retient mon attention depuis que j’y ai posé le pied pour mon mémoire de fin d’études en anthropologie sociale et culturelle. C’est pour ces raisons que ma recherche d’un organisme de stage, dans le cadre du Master en Sciences de la Population et du Développement, se tourna naturellement vers le monde de la pêche traditionnelle et artisanale à Madagascar.

Je fus donc accueilli pendant trois mois au sein du Collectif des Organisations Maritimes Malgaches (COMM), organisme à vocation syndicale – en plein déclin – issu de la mouvance associative catholique impulsée par l’Apostolat de la Mer de Madagascar (nous reviendrons plus tard sur ces différentes formations) dans les années 90.

Basé à *Toamasina* (Tamatave), sur la façade orientale du pays, le COMM est à l’origine d’un remarquable travail d’information et de mise en réseau des associations locales de pêcheurs à l’échelle nationale. Dans une optique de défense des droits des pêcheurs traditionnels auprès des instances décisionnelles, le collectif se pencha jusqu’au début des années 2000 sur la problématique de la « zone des deux milles » supposée interdite au chalutage, mais régulièrement zone de conflits entre pêcheurs piroguiers et navires industriels crevettiers. Malheureusement, la crise politique de 2002 et des tensions internes au collectif eurent raison de bon nombre de ses activités de recherche et de plaidoyer. Le COMM, avec ses quelques membres encore actifs, se replia par la suite sur ses activités locales d’encadrement associatif.

Cependant, les différents enjeux entourant ces relations visiblement conflictuelles entre pêche à petite échelle et pêche industrielle m’intriguèrent au plus haut point dès mon arrivée au sein de l’organisme en septembre 2008. Je décidai alors de me documenter sur le sujet et de profiter de mon emploi du temps flexible et des mes courts déplacements le long de la côte Est autour de *Toamasina* pour effectuer des observations sur plusieurs sites de pêche et au sein de différentes communautés côtières. Par la suite, des observations et enquêtes antérieures concernant la pêche sur la côte orientale me permirent d’approfondir mes connaissances des sites de pêche visités, et même d’élargir la zone concernée par mes

recherches de manière à englober des formes d'activités halieutiques plus variées ainsi que des milieux côtiers diversifiés.

Au-delà des conflits, les relations de complémentarité et les enchâssements socio-économiques des différents types de pêcheries observés m'amenèrent à considérer mon sujet d'étude en termes de « système halieutique », espace socio-environnemental – ne pouvant être réduit à une simple activité de production – déjà décrit par les anthropologues maritimes dès les années 80 (J. CHAUSSADE, Y. BRETON).

Parallèlement à cela, mon intérêt se porta sur la globalisation de l'activité halieutique enclenchée depuis quelques décennies, et sur ses implications pour les communautés côtières des pays du Sud. La prise en compte du contexte international de la pêche m'amena alors à inscrire ces interactions entre pêcheries locales dans le cadre plus large des enjeux du développement et des relations Nord-Sud.

Introduction

Dans beaucoup de pays en développement, différents types de pêcheries constituent le paysage de l'activité halieutique : les pêcheries artisanales ou traditionnelles locales côtoient quotidiennement les pêcheries industrielles nationales ou étrangères. Cette cohabitation, dont on relève souvent le caractère conflictuel, implique de nombreux enjeux socio-économiques et environnementaux.

A Madagascar, la pêche et l'aquaculture crevettières d'exportation sont de grandes pourvoyeuses de devises. Dans ce pays de l'Océan Indien, le « boom » crevettier a drainé des capitaux étrangers de tous horizons, la plupart du temps au profit des pêcheries artisanales et industrielles du Nord-Ouest. La pêche traditionnelle malgache, ne jouissant d'aucune reconnaissance administrative, fut la grande oubliée du développement de l'activité halieutique. Ce mode de production informel évolue désormais dans un environnement côtier qu'il doit partager avec les exploitations modernes. Sur la côte orientale, relativement isolée de la fièvre de l'« or rose » et délaissée des grands plans d'aménagement, la cohabitation entre pêcheries se dessine selon des contours particuliers, entre éviction et collaboration.

Nous verrons à travers cette étude que la pluralité des modes de gestion des pêcheries, et les interactions qui en découlent, posent la question de la gestion équitable, responsable et durable des ressources marines renouvelables. Dès lors, le propos de ce travail sera de déterminer *en quoi la nature des relations entre pêche traditionnelle, pêche artisanale et pêche industrielle sur la côte orientale de Madagascar constitue une entrave à une gestion intégrée et durable du secteur halieutique local.*

A cette fin, nous nous pencherons dans un premier temps sur l'intérêt des sciences sociales pour les sociétés de pêcheurs. Nous aborderons dans cette partie l'activité de pêche au travers de la notion de « système halieutique ». De là découlera une conceptualisation des relations entre pêche à petite échelle et pêche industrielle comme objet d'étude.

En deuxième lieu, nous retracerons les processus ayant entraîné les économies halieutiques du Sud dans une insertion progressive au marché mondial, afin d'établir un contexte global aux relations entre pêcheries.

Ensuite, nous entamerons notre étude de cas concernant la côte orientale de Madagascar en faisant le point sur la situation nationale de la pêche maritime. Nous soulignerons l'importance des enjeux du secteur crevettier, et de l'ensemble de l'activité halieutique du point de vue national et local. Nous nous engagerons alors dans une description des sous-systèmes halieutiques traditionnel, artisanal et industriel sur la côte centre-Est de la Grande Ile, insistant sur les aspects de la production et de la gestion utiles à l'analyse des liens qu'ils entretiennent.

Enfin, nous décrirons et analyserons les interactions entre nos trois sous-systèmes halieutiques à travers une classification fonctionnelle préalablement établie. Nous tenterons alors de mettre en évidence les relations de concurrence et de complémentarité entre sous-systèmes, afin de les confronter aux possibilités de gestion intégrée de l'activité de pêche.

L'analyse de ces relations mettra en exergue la nécessité, pour toute politique de régulation, d'articuler les organes formels et informels en charge de la mise en œuvre de la gestion des pêcheries. Conscients de la tendance des « développeurs » à alimenter le débat opposant, selon leur obédience, les supporters de la « régulation étatique » à ceux de l'« auto-régulation des communautés locales », nous soulignerons l'intérêt du dialogue entre institutions dans l'arène de la pêche (J.P. CHAUVEAU *et al.* 2000, 76).



Première partie

LES RELATIONS ENTRE PECHE A PETITE ECHELLE ET PECHE INDUSTRIELLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT :

CADRE THEORIQUE, METHODOLOGIQUE ET HISTORIQUE

1. Les relations entre types de pêcheries comme objet d'étude des sciences sociales

1.1.L'anthropologie des sociétés de pêcheurs

Ce n'est qu'au début des années 70 que l'anthropologie maritime reçut ses lettres de noblesse, avec la reconnaissance de cette discipline au sein de l'anthropologie sociale et culturelle. Dans son bref historique de la naissance de ce sous-champ disciplinaire, Yvan BRETON (1981) distingue trois périodes.

La première, celle des grandes monographies, comporte peu de références à la pêche, si ce n'est qu'en de simples descriptions technologiques. BRETON y souligne cependant l'apport des fonctionnalistes tels que MALINOWSKI (1922) et FIRTH (1946) en pointant « une analyse beaucoup plus relationnelle de l'activité halieutique dans laquelle sa présence, comme source de subsistance et lieu de rapports de production, est vraiment mise en évidence » (Y. BRETON 1981, 11).

La deuxième période, s'étalant des années 50 à la fin des années 60, est celle de l'emploi des sociétés de pêcheurs pour des travaux de remise en question du fonctionnalisme des décennies précédentes. BRETON va même jusqu'à dire qu'à cette époque, « les sociétés de pêcheurs étaient devenues pour certains anthropologues un tremplin critique de la théorie existante, (...) se contentant d'aborder de manière mécanique les diverses composantes de la réalité sociale et économique des localités étudiées » (Y. BRETON 1981, 12). Cette période voit cependant se développer une volonté de souligner l'intérêt des sociétés de pêcheurs pour les sciences sociales.

La troisième période, celle du sacre de l'anthropologie maritime, commence au début des années 70. Bien que la naissance d'un sous-champ d'étude et la pertinence de sa spécificité soient toujours sujettes à débat, BRETON insiste sur le rôle joué à partir de cette période par les chercheurs nord-américains en anthropologie maritime dans la consolidation de l'objet d'étude au travers de publications spécialisées et de colloques internationaux. Il ne manque cependant pas de souligner, dans ce processus, l'influence du contexte politique international :

« On peut difficilement nier les liens étroits existants entre leurs champs d'intérêts et la nécessité pour les pays impérialistes de parquer les Amérindiens dans des réserves ou de mieux contrer la montée du nationalisme dans plusieurs pays non-occidentaux. Le contexte d'émergence de l'anthropologie maritime n'échappe pas à cette dimension » (Y. BRETON 1981, 9).

Cette dimension, celle du choc pétrolier de 1973, de l'expansion du capitalisme aux aires marines, et de l'exploitation intensive des zones côtières et hauturières du monde, n'échappe pas non plus à Hélène REY-VALETTE. Selon elle,

« La crise de 1973 induit un changement de représentation au profit des systèmes de production flexibles (s'adaptant à la variabilité dans une logique d'économies de réactivité et non plus d'échelle) et créateurs d'emplois. (...) Dans l'halieutique, ce changement se traduit par une reconnaissance institutionnelle et scientifique de la pêche artisanale du fait de son adaptativité et de son importance en termes d'emplois » (H. REY-VALETTE & S. CUNNINGHAM 2002, 502).

La naissance de l'anthropologie des sociétés de pêcheurs correspond donc à une période de réinsertion scientifique de la pêche artisanale dans les champs d'étude de nombreuses disciplines. Cette réinsertion a lieu dans le contexte plus large d'un renversement du paradigme du développement interventionniste qui envisageait la pêche à petite échelle comme une activité à moderniser ou à faire disparaître au profit d'une exploitation industrielle. La cohabitation entre pêcheries devient, dans ce cadre, un objet d'étude à part entière.

1.2. Pêche artisanale, pêche industrielle et interdisciplinarité

La reconnaissance institutionnelle et scientifique de la pêche artisanale que nous venons de mettre en évidence se traduit alors par l'intérêt de nombreuses disciplines pour le secteur. Le symposium international ORSTOM-IFREMER de 1989 intitulé « La recherche face à la pêche artisanale » (J.R. DURAND *et al.* 1991) témoigne de cet engouement manifestement pluridisciplinaire. C'est dans ce contexte que naît la réflexion sur les interactions entre différents types de pêcheries.

Yvan BRETON (1994) souligne cependant le fait que l'étude pluridisciplinaire des pêcheries n'est pas chose aisée tant la recherche a jusqu'alors été cloisonnée, les sciences bio-économiques et les sciences sociales ayant chacune investigué des secteurs différents : « Les premières se sont majoritairement concentrées dans le secteur de la pêche industrielle, elles ont utilisé l'approche « filière » et ont porté leurs efforts sur la modélisation. Les secondes, nettement plus à l'aise dans le secteur de la pêche artisanale, ont misé davantage sur des orientations holistes et qualitatives » (Y. BRETON 1994, 94). Le propos de l'auteur est que l'interdisciplinarité demeure ici superficielle et peine à se défaire des orientations de recherche prises auparavant. Il explique ce dilemme par un graphique (figure 1) reprenant les facteurs de production et les domaines faisant l'objet d'études spécifiques.

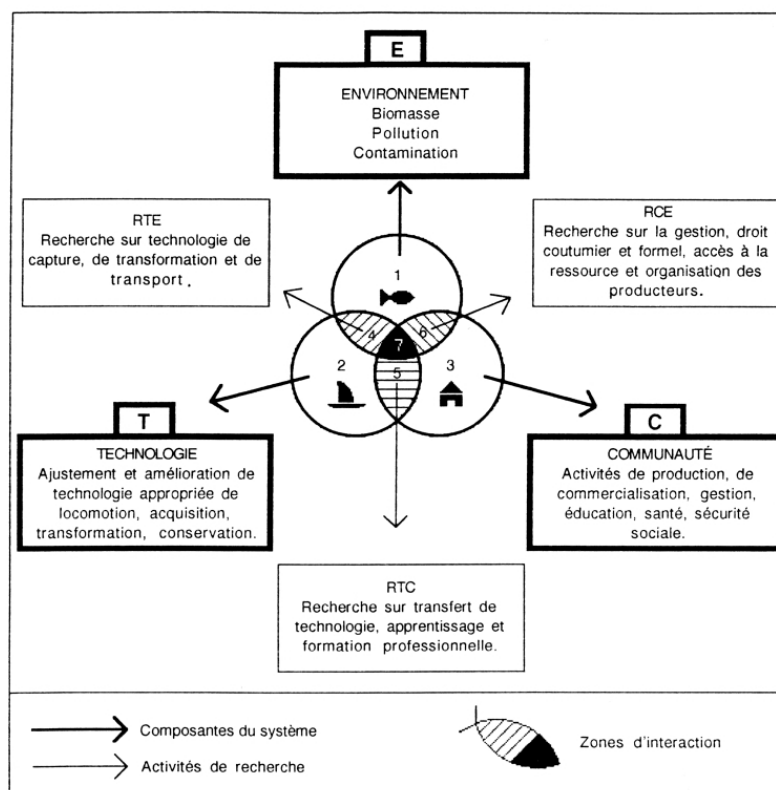


Figure 1. Les niveaux de la recherche en halieutique. Source: Y.BRETON 1994

De manière générale, les niveaux d'étude 1, 2 et 4 concernent en grande partie la pêche industrielle et bénéficient de plus de fonds de recherche, tandis que les niveaux 3, 5 et 6 sont souvent cantonnés à la pêche à petite échelle. BRETON ajoute que « l'insertion dans le niveau 7, celui de la véritable vision intégrée et relationnelle du système, n'est presque jamais atteinte » (Y. BRETON 1994, 103), et ce pour aucun type de pêche.

Toutefois, à défaut d'une réelle approche interdisciplinaire, le changement de paradigme du développement économique évoqué plus haut eut le mérite de modifier la nature des intérêts scientifiques, jusqu'à donner à la distinction pêche industrielle/pêche artisanale une nouvelle vocation. En effet, « au lieu d'être l'objet de préoccupations sectorielles souvent enchâssées dans des paradigmes disciplinaires spécifiques, elle donne maintenant lieu à des études qui aspirent à une interdisciplinarité plus grande qui cherche à mieux saisir les liens entre ces deux types de pêche » (Y. BRETON 1994, 95).

1.3.L'étude des relations entre pêche artisanale et pêche industrielle

Notre propos dans les points précédents était de souligner de quelle manière la pêche artisanale a été marginalisée, tant du point de vue des grands plans d'aménagement des pêcheries que du point de vue scientifique, à l'avantage d'une pêche industrielle massivement encouragée et bénéficiant des retombées d'un grand nombre d'études bio-économiques. La reconnaissance de la pêche artisanale, auparavant perçue comme une contrainte au développement, a ensuite mené *de facto* à reconnaître l'état de cohabitation des deux types de pêche, et à s'intéresser aux enjeux des interactions qui en découlent, tant du point de vue économique et biologique que social.

C'est dans cette optique que, faute d'ouvrages réellement interdisciplinaires spécifiques à ces relations, un certain nombre de travaux voient le jour sous la forme d'études de cas privilégiant tantôt la question des pressions anthropiques sur le milieu marin, tantôt les conséquences socio-économiques d'un accès simultané aux ressources halieutiques – nous reviendrons plus tard sur ces différents ouvrages. Les chercheurs abordent alors les interactions entre pêche industrielle et pêche artisanale, suivant leur discipline, selon l'angle des relations communauté/environnement, communauté/technologie ou technologie/environnement (cf. figure 1, niveaux 4, 5 et 6).

Quelle que soit l'orientation prise, l'étude de ces relations – et leur actualisation dans des projets de développement intégré de l'activité halieutique – nécessite une prise de recul par rapport aux modèles de recherche rationnels établis pour la pêche industrielle, non-transposables d'un secteur à l'autre. Elle nécessite également un travail de conceptualisation et de récolte de l'information qui permette de combler le manque de données concernant les communautés côtières de pêcheurs artisans. Ce manque de données, dû à l'asymétrie

des « volumes » d'études bio-économiques et socio-économiques, était déjà pointé du doigt en 1989 par Jean CHAUSSADE qui se plaignait, avec humour, qu'on en sache plus sur les migrations et sur les mécanismes biologiques de renouvellement des stocks halieutiques que sur les habitudes alimentaires des populations côtières et leurs procédés de conditionnement et de commercialisation des produits de la mer (J. CHAUSSADE in J.R. DURAND *et al.* 1991, 976).

Cette carence d'informations qualitatives (et quantitatives) concernant la pêche artisanale, pourtant nécessaires à une compréhension globale des interactions entre pêches, souligne l'intérêt de la recherche en sciences sociales au sein des communautés côtières, principalement en ce qui concerne les relations entre producteurs, les organisations sociales, les logiques de conflit et de complémentarité, etc. La dimension sociale s'impose donc dans cette thématique, vu l'échec des orientations précédentes qui se contentaient de considérer le producteur comme un intrant indépendant.

« Le contexte actuel des pêcheurs de plusieurs régions impose d'aborder les problèmes du réaménagement des activités, la solution ne pourra que passer par une meilleure reconnaissance de l'importance des relations entre les intervenants. Au moment où plusieurs systèmes-pêche sont confrontés à l'épuisement de leurs stocks et à la fluctuation des prix dans un marché de plus en plus internationalisé, les tenants des paradigmes bio-économiques perdent du souffle dans leurs efforts pour redresser la situation. (...) L'anthropologie peut être ici d'un apport précieux puisque la gestion des systèmes présuppose le recours à des formules de mesure des distances perceptuelles entre les intervenants » (Y. BRETON 1994, 111).

Le chercheur en sciences sociales qui s'engage dans l'étude de ces relations entre intervenants – ou usagers de l'espace marin – et des interactions société/milieu qui en découlent se doit donc d'envisager son travail comme partie prenante d'un projet interdisciplinaire d'appréhension globale de l'activité halieutique. Une réflexion commune sur les concepts à utiliser s'impose donc.

2. Socle conceptuel et méthodologique: système halieutique et relations entre pêcheries

2.1.L'élaboration d'un cadre de représentation : le système halieutique

2.1.1. La nécessité d'un cadre de réflexion global des pêcheries

L'insuffisance apparente des travaux dits « interdisciplinaires » que nous venons de pointer, et leurs difficultés à envisager le phénomène halieutique dans l'ensemble de ses interactions dynamiques, ont convaincu des équipes de chercheurs de la nécessité d'élaborer un modèle théorique systématique pouvant servir de cadre de réflexion intégrant les processus socio-économiques et biologiques interdépendants liés à la pêche.

Trois écueils majeurs étaient constatés, et nécessitaient des solutions permettant l'application de la recherche aux décisions d'aménagement de la pêche. Premièrement, il était primordial que la recherche soit apte à rendre compte des processus globaux aux décideurs. Deuxièmement, il fallait que l'appréhension des différents processus par ces décideurs soit facilitée par un effort de synthèse. Enfin, il semblait nécessaire que la recherche-action soit privilégiée de manière à aider à la décision (H. REY *et al.* 1997, 115).

Afin d'appréhender de manière globale le phénomène de la pêche, il est nécessaire de le considérer comme prenant place non seulement dans un environnement naturel, mais aussi dans un espace social. Le « système halieutique », ou « système-pêche », est une construction intellectuelle issue de la recherche interdisciplinaire, ayant pour but de faciliter l'analyse fonctionnelle des dynamiques internes aux pêcheries. Inspiré par les travaux de géographes français, Jean CHAUSSADE définissait en 1989 le « système halieutique » comme un système socio-spatial intégrant trois dimensions :

- Une aire de production, incluant les activités de capture ;
- Un port, « pôle structurant des activités situées en amont et en aval de la pêche » ;
- Un « arrière-pays », absorbant les produits de la pêche et incluant les instances décisionnelles relatives à l'ensemble de la filière.

L'auteur mettait déjà en évidence le caractère d'indissociabilité de ces trois « volets », insistant sur l'impossibilité de comprendre la logique de fonctionnement de l'un sans se référer explicitement aux deux autres. Il soulignait également la nécessité de n'envisager un tel système que dans ses relations avec l'extérieur (la société en général, l'environnement, le marché, les infrastructures et voies de communication, les réglementations en vigueur, les orientations politiques, etc.) (J. CHAUSSADE in J.R. DURAND *et al.* 1991, 975-976).

« Tout développement des pêches suppose non seulement une maîtrise suffisante des conditions hydro-biologiques dont dépendent les opérations de captures mais aussi une bonne connaissance de l'environnement socio-économique régissant les forces du marché. C'est parce qu'elles négligent trop souvent cette approche globale de la notion de développement que les actions diverses menées parfois à grands coups de dollars pour venir en aide aux pêcheurs côtiers, notamment dans les Pays en Voie de Développement, se heurtent à des incompréhensions et aboutissent trop souvent à des échecs » (J. CHAUSSADE in J.R. DURAND *et al.* 1991, 976).

2.1.2. Vers un « renouvellement méthodologique »

C'est à l'équipe DSP (Dynamique des Systèmes Productifs) de l'IFREMER, créée en 1993, que l'on doit le travail interdisciplinaire¹ qui a conduit à l'affinement des tentatives antérieures de systématisation, telles que celle de Jean CHAUSSADE que nous venons d'évoquer. Ce travail de conceptualisation du système halieutique s'est largement inspiré des recherches concernant les systèmes productifs agricoles et la dyade rurale famille/exploitation.

Le système halieutique tel qu'envisagé par cette nouvelle approche prend la définition d'« ensemble coordonné d'éléments en interaction dynamique et mettant en jeu des niveaux de décision hiérarchisés, organisé par l'homme en vue de valoriser les ressources halieutiques » (H. REY *et al.* 1997, 117). Les limites spatiales de cet ensemble dépendent des situations considérées. En effet, un système halieutique peut être aisément délimité s'il concerne une communauté homogène active dans une zone précise autour du port, « pôle structurant ». D'autre part, nous ferons dans ce travail l'expérience d'une délimitation plus

¹ L'ouvrage collectif « Système halieutique : un regard différent sur les pêches » d'Hélène REY, Joseph CATANZANO, Benoît MESNIL et Gérard BIAIS, dont s'inspire ce chapitre sur le renouvellement méthodologique, est le résultat de ces travaux de recherche.

complexe puisque notre zone d'étude inclura des flottilles de natures différentes, des sites de débarquement variés et des groupes sociaux homogènes ou non selon l'échelle choisie. Il s'agira alors de considérer, dans un même espace, des sous-systèmes halieutiques et de mettre en évidence les recouvrements mutuels de ces ensembles. Ce travail de conceptualisation théorique nous permet « d'offrir un cadre de représentation propice à l'intégration de plusieurs points de vue relatifs aux processus qui affectent les relations entre l'homme et les ressources aquatiques renouvelables » (H. REY *et al.* 1997, 117).

Composé d'un « système productif » (propre à la pêche) et d'un « système de gestion » (transversal aux activités liées à l'exploitation marine), l'ensemble du système-pêche est lui-même une « composante d'autres systèmes plus larges (écosystème, système social, économique,...) dont les dynamiques pèsent sur sa propre évolution » (H. REY *et al.* 1997, 118). Ces différents emboîtements sont représentés dans la figure 2, dont nous nous inspirerons plus tard pour concevoir le système halieutique de notre zone d'étude.

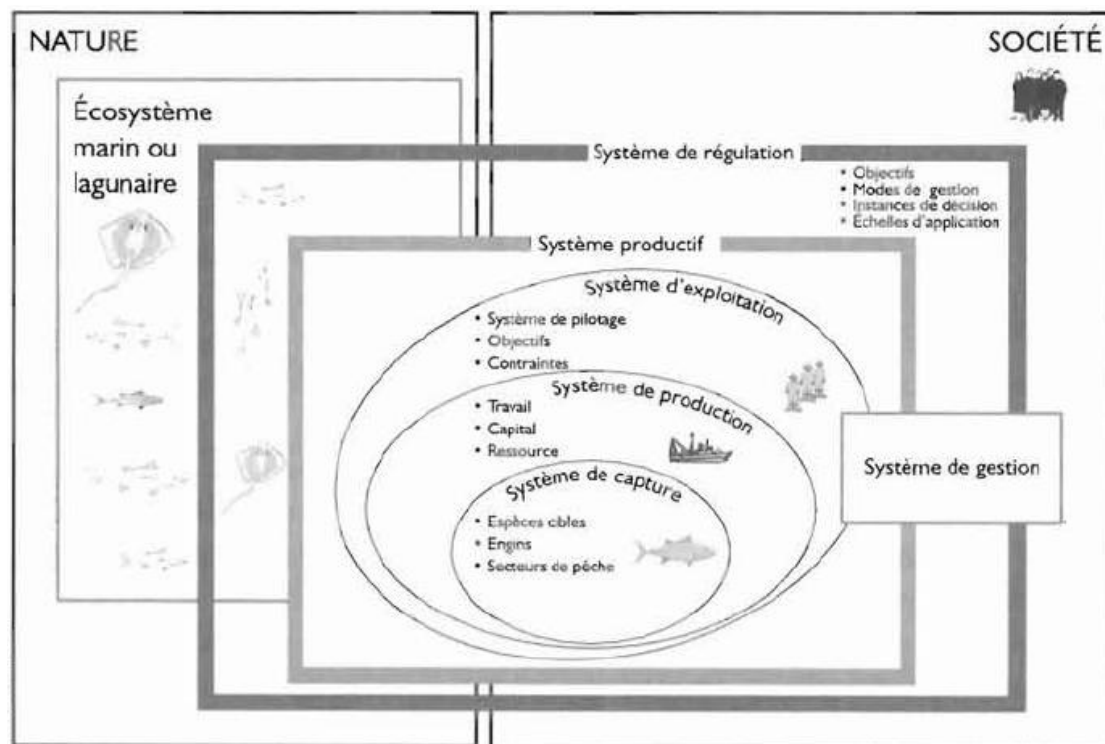


Figure 2. Représentation du système halieutique. Source: H. REY *et al.* 1997

2.2. La problématique des relations entre pêcheries : portée et limites du concept

Définir ce que l'on entend par « relations entre pêche à petite échelle et pêche industrielle », ou plus simplement « relations entre pêcheries », implique de venir à bout de plusieurs difficultés.

Premièrement, il est nécessaire de nommer et décrire clairement les intervenants, les notions de « pêche à petite échelle », « pêche industrielle », « pêche artisanale », « pêche côtière » ou encore « pêche traditionnelle » et « pêche semi-industrielle » recouvrant des réalités bien différentes – ou identiques – selon les conditions matérielles en présence, les représentations sociales partagées et les législations en vigueur.

La deuxième difficulté découle de la première : étudier, dans le temps et dans un système-pêche donné, les relations entre pêcheries impose de tenir compte de l'évolution des définitions localement acceptées et de la reconnaissance ou non de tous les secteurs.

Enfin, considérant ces relations comme prenant place dans un cadre systémique halieutique, il est impératif de les considérer au-delà des simples constats visibles limités aux conflits d'espace dont la littérature abonde. L'étude des interactions entre pêcheries doit envisager les dynamiques tant communautaires qu'économiques et ne peut se contenter d'observer les conflits d'usage des zones côtières, ce qui reviendrait encore une fois à limiter le phénomène de la pêche à la phase de capture en mer, en déconnexion de son contexte plus large et de ses enjeux socio-économiques (il s'agit cependant d'une variable incontournable et déterminante de ces relations, sur laquelle nous insisterons également). Voyons donc brièvement ce qui caractérise la pêche à petite échelle et recherchons un moyen systématique d'aborder les relations qu'elle entretient avec la pêche industrielle.

2.2.1. Définir la pêche à petite échelle en regard de la pêche industrielle

Les éléments pouvant caractériser les catégories précitées et y distinguer des sous-secteurs exclusifs ne manquent pas d'ambiguïtés et sont loin de faire l'unanimité chez les auteurs, certains privilégiant les critères de taille des embarcations, d'autres se focalisant sur les niveaux d'intensité capitalistique ou d'accès aux ressources, etc. (C. CHABOUD 1992, J.

WEBER 1983). D'autres encore, tels que l'anthropologue Yvan BRETON (1992), refusent l'approche dualiste jusqu'à envisager les différentes pêcheries dans un « continuum ».

A ce stade préliminaire de notre étude, nous préférons utiliser la notion de « pêche à petite échelle ». En effet les nomenclatures courantes citées plus haut font référence à des particularités dont la notion anglo-saxonne de « *small-scale fisheries* » semble prendre le dénominateur commun. La première partie de ce travail utilisera donc cette nomenclature, parfois en alternance avec « pêche artisanale » selon les références bibliographiques (il s'agit du terme le plus couramment utilisé par les législations en matière de pêche), tandis que l'analyse concernant notre étude de cas, en deuxième partie, devra préalablement redéfinir les différentes pêcheries selon l'acception locale. En effet, « definitions are not universally applicable and that which may be called small-scale in one situation may be large-scale in another. (...) Researchers may need to make precise definitions suitable to the situation » (WORLD BANK 1991, 4).

Néanmoins, des attributs spécifiques à la pêche à petite échelle, facilement opposables aux traits de l'exploitation halieutique industrielle, peuvent ici nous aider à circonscrire un domaine d'activité plutôt que de se hasarder à une définition exclusive. La littérature concernant les caractéristiques propres à ce secteur ne manque pas, et nous pouvons ici regrouper les descriptions recueillies par BRETON et KURIEN afin d'en dresser le portrait. Selon ces auteurs, la pêche à petite échelle est un type de pêche répondant au moins partiellement à plusieurs des traits suivants :

- Elle se concentre principalement dans les eaux côtières et effectue des marées courtes d'un seul jour ou d'une seule nuit ;
- Elle utilise de petites embarcations et des engins de capture simples, de faible intensité capitaliste ;
- Elle est composée d'opérations nécessitant beaucoup d'habileté et de gestes techniques ;
- Elle se base sur des connaissances intuitives du milieu marin côtier ;
- Elle se perpétue grâce à la transmission entre générations des connaissances et techniques ;

- Elle embarque des équipages de travailleurs payés à la part ou des opérateurs individuels propriétaires de leur unité de pêche ;
- Elle est caractérisée par l'éparpillement de ses lieux de débarquement et la décentralisation de ses activités en amont et en aval de la capture ;
- Elle oriente intégralement sa production vers le marché intérieur ;
- Elle implique une dépendance par rapport aux mareyeurs et autres intermédiaires ;
- Elle concerne des groupes sociaux désavantagés socialement et économiquement, ce qui conduit à une marginalisation et à une faible mobilité de l'emploi ;
- Elle constitue une source de revenus annexe, les équipages exerçant à terre une activité agricole permettant une flexibilité par rapport aux aléas naturels (d'où l'utilisation de la notion d' « agriculteurs-pêcheurs ») ;
- Elle est planifiée dans le court terme vu les incertitudes plus grandes que dans le secteur modernisé ;
- Elle dépend, vu ses moyens de transformation/conservation réduits à terre, de l'absorption rapide des produits de la mer par les circuits de commercialisation locaux.

(Y. BRETON 1981, 20-28 ; J. KURIEN 1998, 8-10)

Ces caractéristiques, dont on pourrait sans doute encore allonger la liste, ne sont pas la panacée et doivent être entendues comme des traits non exclusifs évoluant dans des gammes de variations propres aux contextes locaux des pêcheries (la petite pêche française ne peut pas être comparée à celle des pays en développement, et celle du Sénégal par exemple ne recouvre pas les mêmes réalités que son équivalent malgache). On verra par exemple que telle pêcherie destine sa production à un marché qui s'étend au-delà du marché intérieur local, telle effectue des marées de plusieurs jours, telle est organisée en groupement professionnel et fonctionne selon des principes d'organisation plus proche du secteur industriel, etc. Certains des attributs énumérés ci-dessus paraissent d'ailleurs complètement erronés, ou en tout cas peu vérifiables *a priori*, et c'est de leur confrontation avec les réalités locales que ressort une définition adaptée au contexte.

Il est intéressant de préciser à ce sujet que le groupe de travail de la FAO sur les pêches artisanales ainsi que le WFF (Forum Mondial des Pêcheurs) se sont récemment entendus sur

le fait de ne pas tenter de définition généraliste, et donc source d'erreurs, du secteur de la pêche à petite échelle, vu son aspect évolutif et son caractère relatif aux différents contextes nationaux². Nous adopterons cette position dans un premier temps, et notre analyse concernant la côte orientale de Madagascar sera précédée d'un effort de définition permettant une appréhension sans ambiguïté des pêcheries en présence.

Quoi qu'il en soit, ces difficultés de définition se retrouvent également lorsque l'on tente d'aborder la notion de « relations entre pêcheries ». Comme le soulignent Hélène REY-VALETTE et Steve CUNNINGHAM, l'étude de ces relations doit se faire « à la lumière des représentations de la pêche industrielle et artisanale qui vont se succéder en fonction des idéologies et des politiques publiques (...) et en fonction des systèmes d'organisation auxquels elles renvoient » (2002, 497).

2.2.2. Conceptualisation et types d'interactions

Hélène REY-VALETTE et Steve CUNNINGHAM sont à l'origine d'une « classification fonctionnelle » des relations entre pêcheries selon leur nature concurrentielle ou complémentaire (tableau 1). Les auteurs précisent qu'au-delà de cette typologie, le concept de « relations entre pêche artisanale et pêche industrielle » englobe également les modes de résolution des conflits et les modes de régulation de la complémentarité, en soulignant le fait que ceux-ci varient « selon qu'ils se situent au sein d'une même communauté de pêcheurs où qu'ils mettent en scène des pêcheurs appartenant à des groupes ou des communautés sociales différentes » (H. REY-VALETTE & S. CUNNINGHAM 2002, 498). Il est important de souligner à ce sujet que la nature de ces relations revêt bien souvent un caractère en partie exogène aux enjeux de la pêche. C'est le cas par exemple de l'opposition pêche nationale/pêche étrangère due aux accords de pêche internationaux, ou encore de l'opposition pêcheurs locaux/pêcheurs migrants, qui viennent se superposer aux antagonismes entre pêcheries.

² Propos d'Arthur Bogason, co-président du Forum Mondial des Pêcheurs, Avril 2009. <http://www.terre-citoyenne.org/des-allies/peche/wff.html>

	Relations de concurrence	Relations de complémentarité
Ressource	Concurrence directe (stocks partagés) ou indirecte (pêcheries séquentielles).	Différence de sélectivité des engins et transbordement des captures accessoires.
Espace	Gène et obstruction au niveau des terrains de pêche avec des destructions d'engins artisanaux.	Effet signal des bateaux industriels par rapport à la détection des stocks. Bateaux transporteurs ou remorqueurs de pirogues.
Technologie	Gains de productivité pour la pêche industrielle liés au bénéfice des savoirs faire artisans.	Transfert de savoir-faire améliorant la productivité et la sécurité de la pêche artisanale.
Marché	Baisse des prix liée à l'importance des apports (pêche industrielle) ou à la faiblesse des coûts (pêche artisanale).	Effets de gamme liés à la complémentarité des apports (espèces ou taille) et des marchés (local et exportation). Infrastructures aval partagées.
Emploi	Attractivité de la pêche industrielle liée aux conditions sociales, de sécurité en mer, de régularité des revenus.	Emplois mixtes dans les cas de saisonnalité des pêcheries.
Crédit subvention	Effets d'éviction de la pêche artisanale.	Accumulation du capital initial en pêche industrielle avant l'installation en pêche artisanale.

Tableau 1. Classification fonctionnelle des interactions pêche artisanale et industrielle. Source: H. REY-VALETTE & S. CUNNINGHAM 2002

Cette classification, bien que risquant de s'avérer simpliste dans certains cas car dualiste, a le mérite d'offrir un cadre typologique dépassant l'aspect conflictuel trop souvent privilégié par la recherche, ainsi que celui d'élargir l'espace des interactions au-delà de celles se déroulant sur les zones de pêche. En d'autres termes, elle associe une « approche technique et halieutique » à « une approche économique et sociale » (figure 3), ce qui correspond à l'insertion de la conception d'interaction dans un système halieutique globalisant, tel que nous l'avons décrit plus haut.

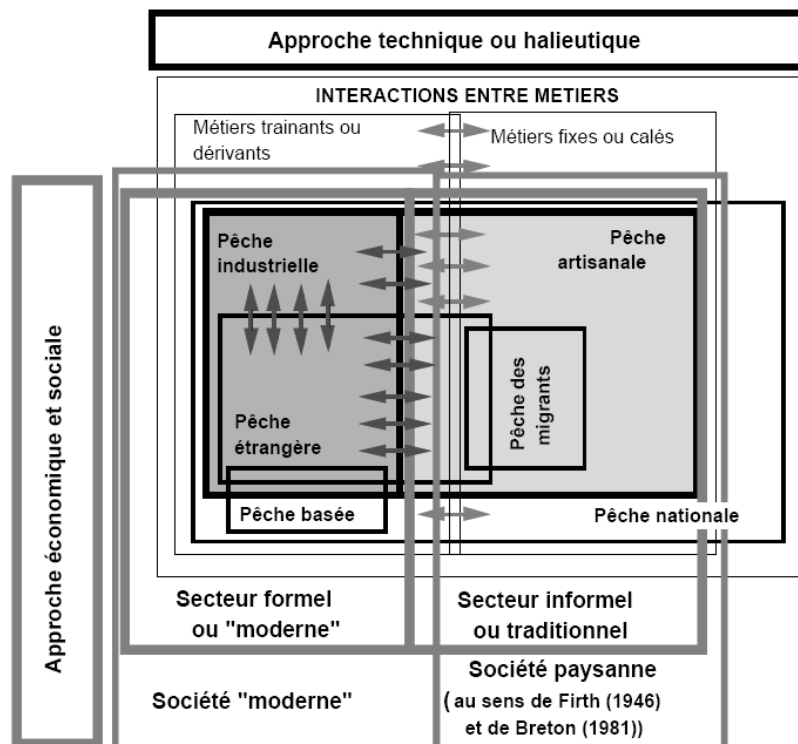


Figure 3. Illustration de la complexité de l'« objet » interaction entre pêches artisanale et industrielle par l'enchevêtrement et la superposition des partitions. Source: H. REY-VALETTE & S. CUNNINGHAM 2002

Cette insertion permet donc une sortie du cadre strict de l'approche technique et un déplacement du domaine d'étude concerné par ces interactions. Cette « échelle » servira de canevas pour notre analyse des pêcheries malgaches et pourra, nous le verrons, faire l'objet de remaniements théoriques et d'extensions.

3. Les économies halieutiques du Sud et la mondialisation

Nous l'avons souligné dans notre première partie, les relations entre sous-secteurs de pêche sont tributaires des politiques d'aménagement mises en œuvre localement, elles-mêmes issues d'un paradigme du développement particulier.

Ainsi, les années 60 et 70 – soit avant la reconnaissance institutionnelle et scientifique d'un secteur « artisanal » – sont marquées par une période de grands plans publics d'aménagement des pêcheries industrielles à l'échelle nationale, ces projets ne prêtant attention à la pêche à petite échelle que parce qu'elle constitue alors un obstacle au développement. Etiquetée comme telle et considérée comme incapable d'évolution, elle est alors vouée à demeurer en marge de l'expansion du marché mondial et à disparaître au

profit de la pêche industrielle correspondant aux objectifs de croissance et se ruant alors sur les nouvelles opportunités offertes par certaines espèces marines exportables.

Malgré ces prédictions qui envisageaient une transformation radicale et rapide de ces pêcheries pendant les « décennies du développement », « the small-scale, subsistence, decentralised forms of economic organisation in fisheries remained resilient and dynamic, often maintaining their economic and social predominance » (J. KURIEN 1998, 10).

Cette première phase de la globalisation n'a donc pas sonné le glas de la pêche à petite échelle. Voyons comment cette dernière a conservé son importance dans les économies du Sud et relevons les conséquences de l'insertion progressive des systèmes halieutiques de ces pays dans le marché mondial.

3.1.Contribution de la pêche à petite échelle aux économies du Sud

L'importance du secteur halieutique pour les pays en développement est cruciale et la pêche à petite échelle semble être la plus apte à faire face aux nombreux défis auxquels sont confrontés bon nombre de ces pays. Penchons-nous ici sur l'importance qu'elle revêt pour les populations côtières.

Il est essentiel de souligner que la pêche artisanale constitue une source incontestable de protéines animales pour les populations des régions côtières. Selon la FAO (2002), les produits de la pêche couvrent 40% des besoins en protéines de deux tiers de la population mondiale. Il existe de nombreuses disparités selon les régions du globe, et la part en poisson dans les protéines consommées peut varier de 25% jusqu'à 90% dans certains Etats insulaires ou régions côtières (FAO 2006). Il est également important de souligner que dans ces pays, ce sont les populations les plus pauvres qui dépendent de cette seule source de protéines, les autres sources telles que la viande demeurant inaccessibles.

Mais il serait trompeur de se fier à l'idée répandue selon laquelle la pêche artisanale se limite à une activité de subsistance, ou en tout cas vouée à l'autoconsommation. Outre ce rôle direct joué dans la sécurité alimentaire, la pêche constitue un moyen de lutte contre la pauvreté, par l'écoulement des produits de la mer dans les circuits de commercialisation locaux, régionaux, nationaux et même internationaux. En effet, au-delà de la consommation immédiate locale, la pêche artisanale manifeste dans bien des régions un dynamisme et des

capacités d'adaptation qui lui permettent de s'imposer comme une filière de poids, se plaçant au même niveau que les grosses cultures de rente telle que le café ou le thé.

L'explosion de la pêche artisanale dans les pays en développement, enclenchée dans les années 80, correspond par ailleurs à l'augmentation de la part relative des économies halieutiques du Sud dans la balance mondiale : « *Alors que le volume mondial du commerce des produits de la pêche est passé de 6 milliards USD en 1980 à 56 milliards USD en 2001, la part des pays en développement a augmenté de 3,4 à 17,4 milliards USD* » (U. SCHOLZ 2005, 32).

Outre cette importance du volume commercial, les emplois de 300 à 500 millions de personnes dans les pays du Sud dépendent directement ou indirectement de la pêche (U. SCHOLZ 2005, 32), essentiellement dans le secteur artisanal et dans les activités de transformation.

3.2. Les pêcheries du Sud dans le marché mondial

Pour comprendre de quelle manière les pêcheries du Sud se sont intégrées au marché global, il faut revenir aux années 80. A cette époque, rappelons-le, les programmes d'ajustements structurels imposés par les institutions financières internationales soumettaient les pays désireux de redresser leur balance des paiements à de strictes conditionnalités. Celles-ci concernaient, entre autres, l'engagement des pays signataires à une augmentation des exportations. En ce qui concerne le secteur halieutique, « the SAP resulted in fresh compulsions to adopt new technologies ; pressure to export more fishery products ; and efforts to redefine the access rights to the coastal marine resources » (J. KURIEN 1998, 14).

Cette nouvelle propension à l'exportation, et les échecs avérés du paradigme de la gestion rationnelle qui soutenait jusqu'alors exclusivement le secteur industriel, eurent pour effet de modifier profondément la dynamique des pêcheries du Sud. Plutôt que de disparaître, la pêche à petite échelle se développa dans certains pays jusqu'à dépasser largement le tonnage des captures de la pêche industrielle nationale. Elle bénéficia dans de nombreuses régions d'un encadrement institutionnel destiné à la « formaliser » et devint la cible privilégiée d'une panoplie de programmes de promotion et d'innovations technologiques.

Ces innovations impliquant de plus grands coûts de production et visant progressivement des espèces vouées à l'exportation, la pêche artisanale entra ainsi dans une logique marchande dépassant de loin son cadre local d'origine, jusqu'à délaisser ses méthodes saisonnières de pêche et ses engins sélectifs pour des techniques plus standardisées et plus efficaces au détriment de l'écosystème marin. L'augmentation des prix de certaines espèces est également à l'origine de cette subite extraversion du secteur halieutique des pays du Sud. Qualifiant ce fait de « revers de la médaille », Uwe SCHOLZ ne manque pas de souligner la gravité de cette situation :

« Pour certaines espèces de poisson hautement appréciées, les prix ont entre-temps tellement augmenté que les pêcheurs pauvres préfèrent vendre leur poisson plutôt que de le consommer eux-mêmes. Une pratique qui tend à se généraliser est que les pays en développement exportent de plus en plus de poisson ayant une grande valeur alimentaire et, en contrepartie, importent toujours plus de poisson de moindre valeur afin de couvrir leurs propres besoins alimentaires » (U. SCHOLZ 2005, 32).

Aujourd'hui, les pays en développement sont à l'origine de plus de 50% des exportations mondiales de poisson. Dans ces pays où les phases successives de développement du secteur halieutique national ont tour à tour privilégié le secteur industriel et artisanal, force est de constater que les deux sont aujourd'hui bien obligés de cohabiter, pour le meilleur et pour le pire.

Moussa BAKHAYOKHO et Moustapha KEBE, qui se sont penchés sur la question des ressources démersales au Sénégal, résument bien la situation et pointent la nécessité de prendre connaissance des relations entre pêcheries :

« Il reste que les pêcheries artisanales et industrielles se côtoient dans le temps et dans l'espace avec des moyens et des stratégies différents, et développent entre elles des relations de concurrence et de complémentarité. L'analyse de ces interactions offre une autre alternative possible pour aider à la définition d'une politique de développement du secteur qui résiderait dans une approche intégrée des deux types d'exploitation » (M. BAKHAYOKHO & M. KEBE in J.R. DURAND et al. 1991, 934).

3.3.L'accès des flottes de pêche étrangères aux Zones Economiques Exclusives du Sud

Pleinement exploitées ou surexploitées depuis quelques décennies, les ressources halieutiques des pays du Nord ne permettent plus à elles seules de répondre à une demande grandissante en quantité et en diversité. En effet, rapidement arrivées à un niveau de surcapacité, les flottes de pêche de ces pays ont été amenées à rechercher de nouvelles ressources, hors de leurs zones « traditionnelles » d'exploitation. Elles se tournèrent vers les mers du Sud et c'est ainsi que naquirent, dès les années 70, les premiers accords de pêche bilatéraux³. Considérant les ZEE (Zones Economiques Exclusives) du Sud comme sous-exploitées, ces accords permettent, moyennant le versement d'une contrepartie, l'accès des flottes de pêche dites « lointaines » à ces eaux territoriales encore poissonneuses.

Autre aspect de la globalisation de la pêche, l'accès des flottes de pêche étrangères aux eaux territoriales du Sud implique un type supplémentaire d'opposition entre pêche à petite échelle et pêche industrielle. John KURIEN, qui s'est intéressé aux conséquences d'une telle « open sea policy » en Inde et aux Philippines dès 1985, décrit la situation dans laquelle s'est retrouvée la pêche à petite échelle locale :

« Their governments explained that the activities of these foreign fishing vessels would be restricted to the deep sea outside the area of operation of the small-scale fishworkers. The reality however, was starkly different. In India, the vessels licensed under such arrangements were fishing for the same stocks, often even in areas of the sea well within the access of the national small-scale fishing fleet. This competition for resource and fishing territory resulted in competition and conflict at sea » (J. KURIEN 1998, 19).

Mais cette présence physique de flottes industrielles étrangères n'est pas la seule manifestation de l'implication de la politique de pêche des pays du Nord dans ceux du Sud. A titre d'exemple, le marché européen bénéficie d'une politique communautaire permettant non seulement la signature d'accords bilatéraux avec des pays tiers, mais également la participation aux filières d'exportation du Sud et la création de sociétés mixtes dans les

³ Il est important de préciser à ce sujet que certaines flottes européennes pêchent depuis plus longtemps dans ces zones. C'est la signature de la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) qui, en soulignant le caractère souverain des Etats côtiers sur leur ZEE, a donné naissance à ce type d'accès réglementé.

pêcheries étrangères. En de nombreuses occasions, cette politique pose la question de la cohérence avec d'autres engagements européens, notamment en matière d'aide au développement⁴.

Alors que les communautés côtières des pays du Sud revendiquent des droits immuables traditionnels quant à l'accès aux ressources marines dont elles dépendent, la situation actuelle les confronte à de nouvelles forces : celles du marché global. Les pêcheries des pays en développement s'insèrent alors dans des configurations diverses au gré des contextes locaux, posant la question de l'adéquation entre droit d'usage collectif et rationalisation marchande. Nous allons voir, avec l'exemple de Madagascar, que les orientations prises par les plans d'aménagement halieutique dans cette situation se concrétisent rarement en la faveur d'une telle adéquation.

⁴ A ce sujet, l'ouvrage « Rechercher la cohérence : les pêcheries et les politiques de développement » de l'OCDE (2006) constitue une intéressante introduction concernant la responsabilité des pays du Nord dans la gouvernance des pêcheries tropicales.



Deuxième partie

LES RELATIONS ENTRE PECHERIES SUR LA COTE ORIENTALE DE MADAGASCAR

1. La pêche maritime à Madagascar

Après avoir établi le cadre global dans lequel prennent place les interactions entre pêche à petite échelle et pêche industrielle, et avant de nous concentrer sur notre étude de cas régionale, il est nécessaire d'esquisser un bref portrait de la pêche maritime malgache à l'échelle nationale. Sans nous attarder sur les particularités locales de la pêche sur l'ensemble du littoral, il nous semble nécessaire de mettre en évidence les éléments clés du contexte halieutique national du point de vue des différents thèmes abordés dans les chapitres précédents : définition et reconnaissance des différents sous-secteurs, insertion dans le marché halieutique global, contribution dans l'économie nationale et enjeux locaux.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire au vu de la géographie de la Grande Ile, Madagascar n'est pas un pays traditionnellement tourné vers la mer, et l'activité de pêche y est un phénomène relativement récent. A l'exception de quelques ethnies nomades de l'extrême Sud vivant exclusivement de la mer, l'activité de pêche maritime était d'ailleurs tout à fait marginale sur l'ensemble du territoire jusque dans les années 60. Au fil des dernières décennies, Madagascar a pris conscience de l'énorme potentiel de développement économique que représentent ses ressources halieutiques, tant pour ses besoins alimentaires que pour son acquisition de devises étrangères par le biais de l'exportation de certaines espèces valorisées. Nous allons ici observer comment se décline aujourd'hui le secteur halieutique le long des 5300 kilomètres de côtes.

1.1. La crevette, l'« or rose » de Madagascar

Au premier abord, l'aspect le plus frappant de l'exploitation halieutique malgache est son déséquilibre géographique. En effet, celle-ci est extrêmement concentrée sur la côte Ouest de l'île, en particulier dans les régions du Nord-Ouest dont le littoral découpé comporte de nombreux estuaires et baies (figure 4). La raison en est simple : il s'agit de la région la plus riche en ressources crevettières (65% des stocks). La crevette, l'« or rose » malgache, représente pour le pays un apport régulier en devises étrangères et fait dès lors partie de ses « ressources stratégiques », au même titre que la vanille.

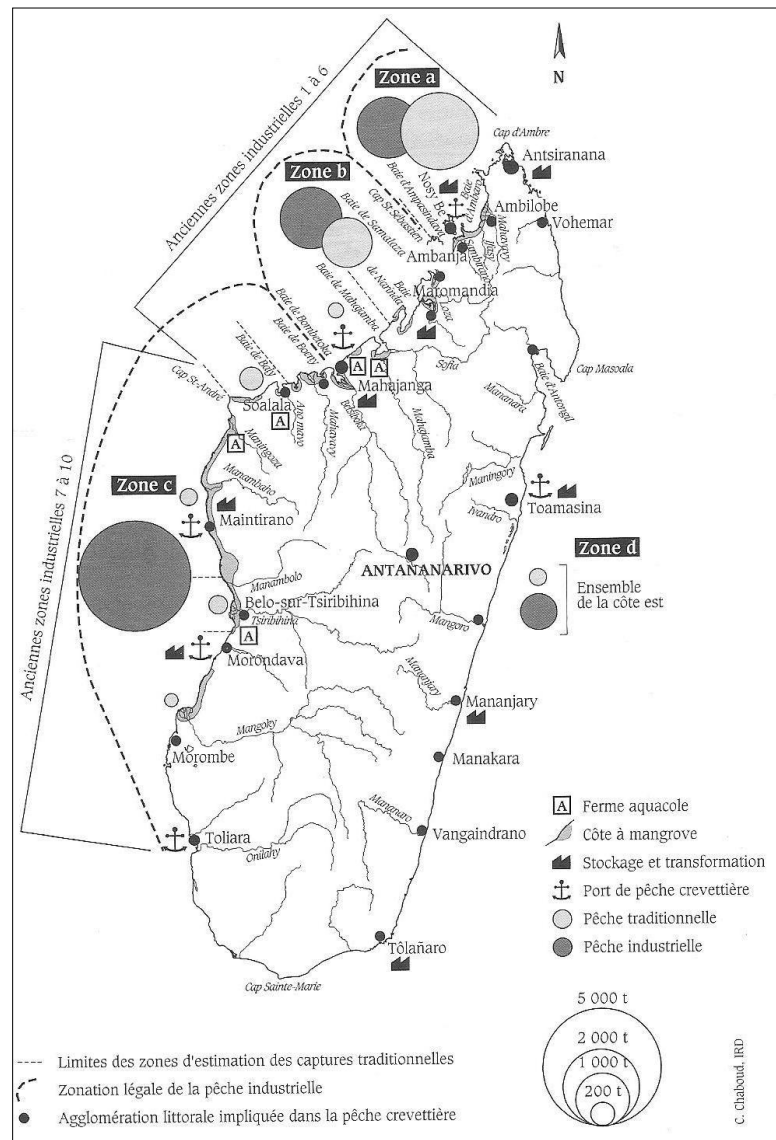


Figure 4. Production crevettière à Madagascar et principales infrastructures. Source: S. GOEDFROIT *et al.* 2002

Comme pour beaucoup de pays en développement, c'est la phase de libéralisation des échanges et de désengagement de l'Etat consécutive à l'adoption des programmes d'ajustements structurels qui intensifia cet intérêt de la Grande Ile envers ses ressources halieutiques à haute valeur commerciale. Avec la pêche industrielle comme figure de proue, la seule massivement soutenue par le gouvernement dans les différents plans d'aménagement de la production, c'est l'ensemble du secteur halieutique qui, dans un effet d'entraînement, s'est engagé dans cette activité lucrative.

Aujourd'hui, la pêche industrielle crevettière demeure le secteur privilégié des orientations halieutiques nationales. Madagascar, qui possède pourtant la particularité de distinguer dans sa législation trois sous-secteurs de pêche (industriel, artisanal et traditionnel), semble

peu se préoccuper de sa pêche à petite échelle et de ses apports pourtant bien connus tant dans la consommation locale en poisson que dans les volumes d'exportation crevette (un tiers de la production nationale d' « or rose »).

Du point de vue de la recherche, le résultat de cette tendance est la prédominance des études bio-économiques de la filière crevette, destinées à la rationalisation de l'exploitation des stocks, et l'absence d'études plus globales intégrant les dimensions socio-économiques. Les récents travaux de recherche en sciences sociales, initiés dans le cadre du PNRC (Programme National de Recherche Crevette), ont le mérite de souligner la nécessité de prendre en compte ces dimensions pour l'étude des pêcheries traditionnelles, mais se concentrent également uniquement sur la filière crevette de l'Ouest de Madagascar⁵.

Cependant, comme nous allons le voir, le secteur halieutique malgache ne se limite désormais ni à cette région au centre de toutes les attentions, ni à l'exploitation crevette. L' « or rose » malgache est effectivement en grande partie responsable de l'essor initial de l'activité halieutique dès les années 60, mais celle-ci revêt aujourd'hui bien des formes et soulève bien des enjeux pour les communautés côtières. Car si l'exploitation des produits de la mer ne correspond aucunement au prolongement d'une activité « traditionnelle », elle est issue d'une « réponse des populations rurales pauvres, autochtones ou migrantes, aux opportunités d'emploi et de revenus permises par les nouvelles perspectives de valorisation d'une ressource [jusqu'alors] peu exploitée » (S. GOEDEFROIT *et al.* 2002, 25).

1.2. Les trois sous-secteurs de la pêche maritime à Madagascar

Comme nous l'avons signalé, la législation malgache classe depuis 1994 les activités de pêche commerciale dans trois catégories distinctes⁶ :

- La pêche traditionnelle pratiquée à pied ou au moyen d'une pirogue ;

⁵ A ce sujet, l'ouvrage collectif dirigé dans le cadre du PNRC par Sophie GOEDEFROIT, Christian CHABOUD et Yvan BRETON, intitulé « La ruée vers l'or rose : regards croisés sur la pêche crevette traditionnelle à Madagascar » est un remarquable recueil de travaux de recherche en sciences sociales focalisé sur les grandes baies crevettes de l'Ouest malgache.

⁶ Classification établie par l'article 5 du Décret n° 94-112 du 18 février 1994 portant sur l'organisation générale des activités de pêche maritime.

- La pêche artisanale pratiquée à bord d'une embarcation motorisée de puissance inférieure ou égale à 50 CV ;
- La pêche industrielle, comportant l'utilisation d'une embarcation motorisée de puissance supérieure à 50 CV. Pour la pêche crevettière, la puissance maximale autorisée destinée à la propulsion est de 500 CV.

C'est donc le critère de motorisation et de puissance embarquée qui a été retenu dans les textes officiels. Afin de ne pas provoquer de confusions, et dans un souci de correspondance avec les réalités au niveau national et local, nous utiliserons désormais cette nomenclature. Décrivons maintenant brièvement l'activité de ces trois sous-secteurs au niveau national puisque nous serons amenés à nous y référer lors de leur description spécifique à notre cas d'étude.

1.2.1. La pêche traditionnelle

La pêche traditionnelle, établie sur tout le pourtour du littoral malgache, est de loin le sous-secteur employant le plus grand nombre de pêcheurs : 80.000 selon le dernier recensement (MAEP-DPRH 2003). Au vu de la quasi absence de pêcheurs avant les années 60, et donc d'une véritable « tradition de la pêche », le terme « traditionnel » semble surtout se référer à la simplicité du matériel utilisé. Il traduit également le caractère informel du secteur, en regard du secteur formel modernisé.

Les embarcations et engins de pêche employés sont variés et leur utilisation diffère selon les régions. De manière générale, l'embarcation type est la pirogue monoplace monoxyle creusée à-même le bois d'un tronc d'arbre (sauf dans l'extrême Sud où l'ethnie Vezo maîtrise une architecture navale bien plus complexe). Selon les endroits, celle-ci peut être équipée d'un balancier afin d'augmenter sa stabilité en mer. Le mode de propulsion le plus répandu est la rame, mais il arrive de voir des pirogues flanquées d'un mât et d'une voile en toile carrée. Il est important de préciser que ces conditions matérielles minimales ne permettent une activité sécurisée que dans les zones côtières récifales ou dans les baies, protégées de la houle. Le rayon d'activité de la pêche traditionnelle est dès lors relativement limité, confiné à une mince bande littorale. Les conditions de navigation offertes par les baies crevettières du Nord-Ouest sont donc optimales pour ce type de pêche. Néanmoins, la

multitude de techniques de capture employées en font une pêche capable de s'adapter à des conditions très variées.

Les engins de capture utilisés par la pêche traditionnelle sont multiples. On distingue généralement les engins passifs des engins actifs. Dans la première catégorie, on retrouve les différents types d'engins posés à endroits fixes et relevés régulièrement : casiers, barrages et filets maillants. Dans la catégorie des engins actifs, on retrouve la ligne, la palangrotte et les divers engins traînants. On peut également y ajouter la plongée en apnée, qui implique le harponnage ou la récolte à mains nues, et les actions de pêche à pied en petite profondeur.

Bien que mentionnée dans les textes de lois, la pêche traditionnelle ne retient que très peu l'attention du gouvernement. Tout au plus reconnaît-on sa participation au tonnage des captures crevettières dans l'Ouest du pays. Sur la majeure partie du littoral malgache, elle est considérée comme marginale ou destinée à l'autoconsommation des ménages de pêcheurs. A peine concernée par quelques contrôles sporadiques de la part des services régionaux des pêches, elle ne fait pas l'objet d'études statistiques régulières, ni sur les lieux de débarquement, ni sur les étals des marchés. Aujourd'hui, alors que la Direction des Pêches et des Ressources Halieutiques s'engage peu à peu dans un processus de reconnaissance administrative de la pêche traditionnelle, celle-ci demeure très peu connue, considérée comme une activité s'intégrant dans les circuits de l'économie informelle. Cette activité occupe pourtant environ cent mille hommes et femmes et fournit 70% des protéines de poisson consommées dans le pays (B. GOREZ 2000, 27).

1.2.2. La pêche artisanale

Bien que disséminée sur l'ensemble du littoral malgache, la pêche artisanale est, comme la pêche industrielle, concentrée sur la côte occidentale du pays sous la forme de petits chalutiers crevettiers. Ailleurs, elle utilise principalement les lignes et les palangrottes ainsi que la pose de filets fixes. En 1998, la direction nationale des pêches recensait 37 embarcations de ce type, embarquant 450 pêcheurs (MAEP-DPRH, 1998). Ce chiffre nous paraît cependant être une estimation à la baisse au vu des observations localisées plus exhaustives datant de cette même période (nous reviendrons plus tard sur d'autres recensements concernant la côte orientale).

Globalement, la pêche artisanale a vu sa production crevetteière (DPRH 2007, tableau en annexe 1) – essentiellement destinée à l’exportation – doubler entre 1995 et 2005 (de 284 tonnes à 572 tonnes) tandis que les volumes de captures en poissons étaient divisés par six sur la même période (402 tonnes à 67 tonnes).

Contrairement à la pêche traditionnelle, qui est une activité très solitaire effectuant des sorties d’une nuit ou d’un jour pour le compte propre du pêcheur, la pêche artisanale embarque des équipages (parfois jusqu’à une douzaine de pêcheurs embarqués par bateau) pour des marées de plusieurs jours. Souvent regroupés en coopératives ou en associations, les équipages de pêche artisanale sont la plupart du temps engagés par des armateurs aisés exerçant une autre activité professionnelle à terre. Ces derniers n’embarquent donc pas et sont les propriétaires des moyens de production. Ce type d’organisation implique en général une rémunération à la part. Cela étant dit, nous verrons que la pêche artisanale peut également être le fait d’entrepreneurs isolés. D’autre part, le secteur artisanal s’est spécialisé dans la collecte des produits de la mer, principalement auprès des piroguiers traditionnels. Il est également étroitement lié aux armateurs industriels qui voient en ce secteur des possibilités d’articulation entre leurs intérêts et l’activité des pêcheurs piroguiers.

Considérée depuis quelques années comme un sous-secteur prometteur pour les communautés côtières, la pêche artisanale éprouve cependant bien des difficultés à prendre son essor :

« La pêche artisanale, censée être le lien entre la pêche traditionnelle et la pêche industrielle, éprouve d’énormes difficultés dans son développement. Outre la cherté des investissements (embarcation, engins de pêche, chambres froides,...) dont le financement n’est pas toujours à la portée des promoteurs, ces derniers sont confrontés également aux problèmes de qualification professionnelle et pour plusieurs raisons maîtrisent mal l’exportation des produits surtout depuis les nouvelles réglementations de l’Union Européenne. Par ailleurs, la pêche artisanale est parfois en conflit et avec la pêche industrielle (chalutage) et avec la pêche traditionnelle (engins fixes tels que les valakira et les filets posés) » (COI 2008, 31).

1.2.3. La pêche industrielle

Née d'un intérêt nouveau – émanant en grande partie de l'ancienne métropole française – pour une ressource au potentiel jusque là insoupçonné dans de nombreux pays tropicaux, la pêche industrielle crevettière débarque à Madagascar en 1967 avec l'implantation d'une première société dans la baie d'*Ambaro*, au Nord-Ouest du pays. Par la suite, de nouveaux armements, dont les capitaux sont en grande partie étrangers, viennent grossir les rangs de l'industrie halieutique jusqu'aux années 90. En 1994 est créé le GAPCM (Groupement des Armateurs à la Pêche Crevettière Malgache – aujourd'hui devenu le Groupement des Aquaculteurs et Pêcheurs de Crevettes de Madagascar) avec l'aide de la coopération bilatérale française (AFD), afin de coordonner les efforts des industriels. En juin 2009, la pêche industrielle crevettière regroupe les activités de quarante-sept navires de pêche frigorifiques dont huit armements se partagent les licences (selon les données du listing des navires agréés par le MAEP).

Essentiellement crevettières, la totalité des sociétés industrielles est basée dans le Nord-Ouest de l'île à l'exception d'une compagnie implantée à *Toamasina* sur la côte Est. Les navires crevettiers sont cependant responsables d'une part non négligeable des volumes de captures en poissons, l'utilisation de doubles chaluts non sélectifs impliquant d'énormes quantités de captures dites « accessoires ». En effet, suite aux rejets en mer systématiques de ces poissons de « *by-catch* », la Direction des Pêche et des Ressources Halieutiques impose désormais aux détenteurs de licences crevettières de débarquer un ratio fixe de poissons chaque année. Nous reviendrons plus tard sur l'intérêt des captures accessoires pour notre objet d'étude.

Outre cette pêche industrielle nationale, il est également important de souligner la présence dans la ZEE malgache de navires étrangers, principalement destinés à la pêche thonière. La principale flotte thonière à Madagascar est celle de l'Union Européenne qui, depuis 1986, signe régulièrement avec la Grande Ile des accords de pêche permettant l'accès des navires communautaires moyennant le versement d'une contrepartie financière. Prenant désormais le nom d'APP (Accord de Partenariat Pêche), l'accord en cours actuellement est entré en vigueur en 2007 pour une durée de six ans et octroie des licences thonières à 43 senneurs et

50 palangriers européens (principalement français et espagnol)⁷. Bien que cette pêche étrangère n'intervienne pas directement dans notre analyse locale, nous verrons que les enjeux de la pêche y sont néanmoins en partie liés.

1.3.Des enjeux nationaux aux enjeux locaux

Du point de vue national, l'Etat malgache encourage et supporte la pêcherie crevette nationale ainsi que celle, étrangère, du thon. Les orientations générales sont prises en concertation entre l'Etat et le secteur privé. Ces activités représentent en effet un apport régulier en devises étrangères, pour l'une grâce à la rente d'exportation, pour l'autre grâce aux redevances et autres contreparties financières. On estime aujourd'hui la part des crevettes et langoustes dans le volume des exportations halieutiques à 50%. Elles représentent 80% des recettes totales d'exportation (COI 2008, 32).

Le « sur-encadrement », de surcroît géographiquement ciblé, de la filière crevette a pour conséquence un manque d'intérêt général pour le reste de l'activité halieutique à Madagascar. Il n'existe en effet aucune politique nationale halieutique permettant d'organiser l'ensemble des pêcheries. Aucune réelle gestion publique ne permet d'appuyer, en amont comme en aval, les activités de capture et de maintenir une offre alimentaire en produits de la mer dont les apports nutritionnels sont pourtant cruciaux pour les populations côtières (60% de la population malgache).

Aujourd'hui, les entrepreneurs de pêche artisanale se trouvent confrontés à la cherté du matériel et des coûts de production (armement, avitaillement, carburant, etc.), et à l'accès limité aux moyens de transformation et de conservation. Les pêcheurs traditionnels, dont l'essentiel de la production est destiné au marché local, éprouvent bien des difficultés à écouler en frais leurs captures et se trouvent confrontés en permanence aux carences infrastructurelles et institutionnelles que leur situation de non-reconnaissance ne permet actuellement pas de surmonter.

⁷ Règlement (CE) n° 31/2008 du Conseil du 15 novembre 2007, Journal Officiel de l'Union Européenne du 18 janvier 2008.

2. La pêche maritime dans notre zone d'étude, la côte centre-Est de Madagascar

2.1. Délimitation de la zone d'étude

La délimitation de notre zone d'étude fut dans un premier temps tributaire des possibilités de déplacement pendant notre stage effectué à *Toamasina* (Tamatave) entre septembre et décembre 2008. Ce sont donc nos déplacements ponctuels le long du littoral oriental qui déterminèrent en premier lieu la portée géographique de nos observations. Celles-ci se déroulèrent dans les localités côtières de l'ancienne province autonome (*faritany*) de *Toamasina*, division administrative dont le littoral est aujourd'hui partagé entre deux régions : au Sud, la province d'*Atsinanana* ; au Nord, celle d'*Analanjirifo*. Les sites de pêche ainsi visités furent, du Sud au Nord, les communes de *Mahanoro*, *Vatomandry*, *Toamasina* (et périphérie), *Mahavelona*, *Fenoarivo Atsinanana*, *Soanierana Ivongo*, ainsi que *Aniribe* et *Ambodifotatra* sur l'île Sainte Marie (*Nosy Boraha*). Soit une frange quasiment rectiligne du littoral oriental – à l'exception des localités situées au Nord au-delà de *Mahavelona* caractérisées par des côtes plus découpées – longue d'environ 350 kilomètres⁸. Outre nos simples observations sur les sites de débarquement et de vente, et notre collecte d'informations au sein de notre organisme de stage (le COMM), nous eûmes l'occasion de nous entretenir avec les différents acteurs de la pêche au sein des localités côtières : pêcheurs, femmes de pêcheurs, collecteurs, vendeurs, personnel d'encadrement de la pêche, responsables de projets de promotion du secteur, autorités portuaires, etc. Peu après notre séjour à Madagascar, les observations de Pascale LANNUZEL (2004) nous permirent d'étendre plus au Nord notre zone d'étude, jusqu'au *Cap Masoala*, incluant dès lors les localités de *Mananara Avaratra* et de *Maroantsetra*, et nous permettant ainsi d'englober l'ensemble du littoral des régions *Atsinanana* et *Analanjirifo* (figure 5).

L'intérêt de cette inclusion d'observations antérieures est triple : premièrement, elle fait correspondre l'étendue totale de notre zone d'étude à un littoral administrativement délimité (deux entités régionales) et culturellement homogène (aire culturelle

⁸ Concrètement, *Mahanoro* et *Soanierana Ivongo* sont respectivement les extrémités Sud et Nord de la portion bitumée de la RN5. Les transports en commun classiques (taxi-brousse) sont incapables de desservir les localités se trouvant au-delà. Les modes de transport permettant de relier *Toamasina* à ces localités sont le 4x4 et l'avion. Le cabotage existe également le long de la côte Est mais est essentiellement destiné au transport de biens plutôt que de personnes.

Betsimisaraka) ; deuxièmement, elle permet d'inclure des configurations environnementales côtières variées ayant des implications spécifiques en ce qui concerne l'activité de pêche maritime dans la région ; enfin, elle permet d'utiliser des données de terrain et des chiffres d'une précision que nous n'aurions pu atteindre dans le cadre restreint de nos investigations personnelles.



Fenoarivo Atsinanana : chef-lieu de région (nouvelle division)
Toamasina : ancienne préfecture de province autonome
Vatomandry: district

Figure 5. Principaux sites de pêche de la zone étudiée

2.2. Une région moins propice à la pêche maritime ?

Nous l'avons déjà souligné, la côte Est de Madagascar ne bénéficie pas des conditions environnementales qui font des baies crevettières de l'Ouest le principal pôle halieutique de la Grande Ile. Longeant l'Océan Indien de sa forme quasi-rectiligne, ce littoral soumis aux alizés et pourvu d'un étroit plateau continental n'attire dès lors que très peu les investissements halieutiques et ne fait que rarement l'objet d'études concernant les pêcheries. Les ouvrages traitant de la pêche crevettière traditionnelle se contentent d'ailleurs de souligner son faible apport au niveau national : « Sur le vaste littoral s'étendant au Sud du cap Masoala, seules quelques embouchures d'estuaires sont les lieux d'une pêche peu active pratiquée au moyen de filets maillants. Les rendements sont très faibles et seul le nombre important de pêcheurs permet d'obtenir une prise totale d'environ 80 tonnes » (S. GOEDEFROIT *et al.* 2002, 56). Cette assertion renferme cependant à elle seule deux caractéristiques essentielles pour qualifier le phénomène halieutique sur la côte centre-Est : la pêche n'y est que peu concernée par la « ruée vers l'or rose » mais implique néanmoins l'activité régulière d'un grand nombre de pêcheurs, au « tout-venant » ou spécialisés dans certaines espèces particulières.

En effet, si une seule société de pêche crevettière industrielle exploite cette région, une multitude de pêcheurs piroguiers y vivent de la mer et permettent l'approvisionnement des étals locaux en poisson – leur participation aux prises totales de crevettes ne représentant qu'une part marginale de leur production – depuis quelques décennies. Parallèlement à cela, des initiatives de pêche artisanale voient le jour dans certaines zones, apportant au paysage halieutique autour de *Toamasina* une dimension supplémentaire, sorte de compromis liant les nécessités économiques locales aux ambitions d'exploitation de certaines espèces pélagiques ou démersales hors d'atteinte des pêcheurs piroguiers et sans intérêt direct pour la seule exploitation industrielle en présence.

En 1990, l'intérêt socio-économique du développement d'une hypothétique pêcherie « semi-industrielle » sur la côte Est était déjà pointé par W. KASPRZYK, persuadé du potentiel halieutique de la région :

« Bien que la côte orientale de Madagascar soit moins riche en poisson que les eaux occidentales, les possibilités de production annuelle de cette région sont estimées à quelques

25.000 tonnes de produits marins. Les captures actuelles oscillent autour de 5.300 tonnes (la pêche dans les eaux estuariennes non comprises). (...) La possibilité d'engager une opération de développement pour améliorer la production est donc concevable dans cette région orientale de Madagascar » (W. KASPRZYK 1990, 44).

Toujours est-il que, comme nous allons le voir, le secteur halieutique y est bel et bien dynamique. Multiforme, il donne lieu à des enchevêtrements entre sous-secteurs traditionnel, artisanal et industriel. La prise en compte de ces trois pêcheries comme sous-ensembles d'un même système halieutique dont la portée dépasse le cadre régional nous amènera à relativiser leur apparente exclusivité et à mettre en évidence les relations qu'ils entretiennent. Nous essaierons ensuite de mettre en perspective les possibilités d'un développement intégré de l'ensemble de l'activité halieutique à la lumière de ces relations.

2.3.Approche descriptive des trois sous-systèmes halieutiques

Nous l'avons vu, la délimitation d'un système halieutique varie en fonction des critères d'homogénéité retenus par le chercheur. « Dans les faits, ce concept de système halieutique pourra recouvrir une très large diversité de situations en fonction des contours multiples qu'il prendra selon les questions et les échelles d'observation dictées par ces questions » (H. REY *et al.* 1997, 117). Dans notre cas, nous postulons que les trois flottilles en présence (industrielle, artisanale et traditionnelle) sont autant de sous-systèmes halieutiques, se recoupant en plusieurs points et faisant donc partie d'un même système global.

En effet, si nous nous basons sur les trois « volets » établis par Jean CHAUSSADE (cf. *supra*), nous pouvons d'emblée affirmer que les activités de pêche sur la côte centre-Est autour de *Toamasina* :

- Déterminent par leur rayon d'action une « aire de production » totale au sein de laquelle trois pêcheries mettent en œuvre des métiers de capture différents dans des zones tantôt exclusives, tantôt partagées ;
- S'articulent autour de différents ports/points de débarquement, tout en dépendant d'un même « pôle structurant » (la ville-port de *Toamasina*) ;

- Dépendent en partie ou totalement, pour l'absorption des produits pêchés, d'un même « arrière-pays » d'où émanent les décisions relatives à l'organisation de la filière.

Avant de procéder à l'analyse proprement dite des interactions *in situ* entre nos trois sous-systèmes, nous allons décrire ceux-ci séparément. Pour ce faire, nous allons utiliser les notions de « système productif » (aire de production, unités d'exploitation, engins de capture et espèces ciblées) et de « système de gestion » (institutions formelles ou informelles influentes dans la mise en œuvre de l'activité, transformation des produits et marché) que nous avons abordées plus haut dans notre approche méthodologique du système halieutique. Ce travail de description nous permettra de cerner les relations entre pêche traditionnelle, pêche artisanale et pêche industrielle au niveau « méta », c'est-à-dire de deviner en quoi la nature même des trois sous-systèmes – et leur statut respectif – les place dans des situations d'interdépendance ou d'éviction.

2.3.1. Le sous-système halieutique traditionnel

2.3.1.1. Le système productif

Effectif et embarcations

La flottille de pêche traditionnelle sur la côte centre-Est se caractérise par son éparpillement. Bien que certains sites de pêche visités – surtout ceux proches des agglomérations – regroupent des pirogues par dizaines, on peut noter la présence d'unités isolées tout au long du littoral, même en zone rurale.

Ces embarcations monoxyles creusées dans un bois lourd sont identiques sur l'ensemble de notre zone d'étude, mais certains pêcheurs ont opté pour une extension de leur pirogue, par l'ajout d'un balancier pour l'équilibre ou d'une voile pour la propulsion. De manière générale, nous n'avons pas observé de telles « améliorations » entre *Mahanoro* et *Toamasina* (pirogues simples à propulsion manuelle). A partir de *Toamasina*, des pirogues à balancier ont été observées ponctuellement, avant de devenir la norme dans les alentours de *Mahavelona* et de *Fenoarivo Atsinanana* (photo 1). En remontant vers *Soanierana Ivongo*, certaines pirogues sont à balancier et à voile. Sur l'île Sainte Marie elles sont de nouveau simples. Au-delà de la zone couverte par nos déplacements, au Nord, les pirogues sont

simples aux alentours de *Mananara Avaratra* (parc marin de *Nosy Antafana*) et simples à voile autour de la baie d'*Antongil* et à *Maroansetra* (P.LANNUZEL 2004, 220).

Les pêcheurs sont, en règle générale, propriétaires de leur propre pirogue. Selon la localité et le bois utilisé, le prix « à débattre » d'une pirogue oscille entre 30.000 et 40.000 *Ariary*, soit 13 à 17 Euros. Cependant, nombreux sont les pêcheurs qui prélèvent et taillent eux-mêmes le bois (sauf sur l'île Sainte Marie où les forêts ont diminué de manière drastique). La durée de vie d'une pirogue peut aller jusqu'à six ans, mais le manque total d'entretien et l'exposition constante au soleil et au sel impliquent de la renouveler tous les deux ou trois ans. Sur tous les sites visités, les seules réparations visibles étaient de petits colmatages au goudron (photo 2). En effet, « l'entretien et la réparation d'une pirogue n'apparaissent ni logiques, ni rationnels aux yeux d'un Nord Betsimisaraka, puisque la forêt si généreuse en bois est là, toute proche » (P. LANNUZEL 2004, 223). Malheureusement, cette générosité risque de ne pas durer compte tenu de la pratique régulière du *tavy* par les *Betsimisaraka* (cultures itinérantes sur brûlis).



Photo 1. Pirogues à balancier, *Fenoarivo Atsinanana*



Photo 2. Colmatage au goudron, *Toamasina*

Quant au nombre de ces piroguiers individuels, il ne fait pas l'objet d'une comptabilité régulière par les autorités vu la non-reconnaissance administrative du secteur. D'autre part, étant donné que les enquêtes dont font l'objet certaines localités de pêche – notamment par le COMM – sont rares et confinées à de petites zones en particulier, peu de données quantitatives sont disponibles. On peut citer le recensement de la FAO qui, en 1987, dénombrait 2939 pêcheurs traditionnels entre *Toamasina* et *Maroantsetra*. Mais étant donné que la pêche ne s'est développée sur le littoral malgache qu'à partir des années 60, on peut penser qu'en plus de 20 ans ce nombre a dû grossir considérablement.

Engins de capture et espèces ciblées

Nous l'avons vu, les engins de capture utilisés par la pêche traditionnelle malgache sont très variés. Tous les métiers, actifs ou passifs, cités plus haut sont présents dans notre zone d'étude à l'exception des barrages (*valikara* à crevettes dans le Nord-Ouest de Madagascar ou *vitrana* à poissons en *Betsimisaraka*) que l'on ne retrouve qu'à partir du district d'*Antalaha*, au Nord de la péninsule de *Masoala*.

De manière générale, les filets maillants sont répandus sur la totalité de notre zone d'étude, leur taille et leur force variant selon les espèces ciblées. De *Mahanoro* à *Toamasina*, les filets de faible à moyenne force (2 à 10 kg) sont les plus fréquents. Peu sélectifs, ils sont destinés aux petits et moyens pélagiques (sardinelles, petits thonidés, etc.) ainsi qu'aux poissons récifaux (moins fréquemment vu la rareté des récifs à fleur d'eau sur cette partie de côte sablonneuse rectiligne) et aux crevettes (en zones estuariennes).

D'autres types de filets posés sont utilisés à partir de *Toamasina*, en plus des filets maillants classiques omniprésents. Les alentours de la rade portuaire sont parfois le théâtre de la pêche au requin, nécessitant des filets dont la force peut aller jusqu'à 20 kg. Toujours en remontant vers le Nord, on remarque entre *Mahavelona* et *Soanierana Ivongo* l'utilisation de filets à langoustes et à crevettes dans les petites baies estuariennes protégées par des formations récifales coralliennes (ponctuelles) de plus en plus nombreuses. D'après les observations de Pascale LANNUZEL plus au Nord, les filets à langoustes sont également visibles aux alentours du parc marin de *Nosy Antafana*, et la pêche au requin est pratiquée régulièrement dans la baie d'*Antongil* (P. LANNUZEL 2004, 228). D'autre part, à l'échelle de notre zone d'étude, la baie d'*Antongil* est la zone la plus active du point de vue de la pêche

traditionnelle crevette. Dernier type de filet traditionnel, la senne de plage de type « moustiquaire » (appellation due aux mailles très serrées) se manipule à pied et vise les petites chevaquines et les bichiques. Nous en avons observé dans la rade de *Toamasina*, à *Fenoarivo Atsinanana* et à *Nosy Boraha*.

L'utilisation de lignes est également commune à l'ensemble du littoral du pays *Betsimisaraka*, soit en lignes de fond fixes, soit en lignes de traîne montées en palangrottes (hameçons multiples). La baie d'*Antongil* se démarque par l'utilisation d'un troisième type de ligne, une très longue palangre pouvant comporter entre trente et cinquante hameçons (P. LANNUZEL 2004, 231). Les lignes ciblent principalement des espèces plus valorisées et plus grosses telles que les capitaines, merlans, cabots, etc.

Différents types de casiers fixes (à crabes ou à poissons) sont également utilisés dans notre zone d'étude, la plupart du temps posés en milieu corallien puis relevés entre deux pêches à la ligne ou au filet. Nous n'avons noté l'emploi de ce type de nasses tressées que ponctuellement aux environs de *Fenoarivo Atsinanana*, et en grand nombre à l'île Sainte Marie. Elles sont également utilisées régulièrement aux alentours du parc marin de *Nosy Antafana* (P. LANNUZEL 2004, 232). Certaines nasses, traînantes cette fois, sont utilisées à pied.

Enfin, les platiers récifaux protégés par les barrières de corail sont les lieux de la pêche au harpon (à pied ou en pirogue) visant les poulpes. Ce type de pêche est propre à *Nosy Antafana* et à *Nosy Boraha*. C'est aussi là que l'on retrouve les pêcheurs-plongeurs récoltant les langoustes et holothuries (« concombres de mer », recherchés non pas pour la consommation locale mais pour l'exportation en Asie).

Dans l'ensemble de notre zone d'étude, les pêcheurs traditionnels sont confrontés aux coûts parfois exorbitants des engins de capture. Bien que tressant eux-mêmes leurs nasses ou tissant eux-mêmes leurs filets, les matériaux de base sont onéreux et ne se trouvent qu'à *Toamasina*, ce qui rend l'acheminement long et coûteux. Certains commerçants chinois et indiens établis le long du littoral profitent d'ailleurs de leur position de revendeur au sein des villages pour faire encore monter les prix. Plombs, fils de nylon, flotteurs, hameçons, masques de plongée, etc. sont encore trop souvent hors d'atteinte des petits pêcheurs.

« La raison majeure d'un tel cycle d'asservissement trouve sa raison d'être dans l'inexistence de centre d'avitaillement en matériel de pêche. Il faut se déplacer et compter quelques jours chômés pour se rendre à un endroit où l'on pourra acheter du matériel et des accessoires de pêche. En plus des prix des matériels qui sont très élevés sinon exorbitants, il faut aussi compter les frais de déplacement. Au fond, on peut déduire que c'est l'inexistence d'organisation formelle qui nuit à l'ensemble du secteur » (COMM 2001, 22).

Zones de pêche et calendrier

En règle générale, à la question « A quelle période pêchez-vous, et dans quelle zone ? », les pêcheurs traditionnels *Betsimisaraka* répondent qu'ils pêchent dès que le temps s'y prête, ajoutant qu'ils se fient alors à leur intuition pour trouver un terrain de pêche poissonneux. De plus, leur caractère solitaire et la simplicité de leurs embarcations et engins leur permettent de n'être dépendants de personne et de décider au jour le jour de partir pour une marée dès que la mer est bonne, se gardant bien souvent de révéler aux autres leurs endroits préférés.

Sur l'ensemble de la côte Est, l'été austral (d'octobre à avril) offre aux frêles pirogues traditionnelles de meilleures conditions de navigation que pendant la saison des alizés (de mai à septembre). La fréquence des sorties diffère donc sensiblement d'une saison à l'autre dans les localités exposées à la pleine mer, principalement entre *Mahanoro* et *Mahavelona*⁹. Par contre, les localités de pêche bénéficiant de protections naturelles face à la houle (récifs coralliens, baies, etc.) permettent des sorties plus ou moins régulières toute l'année. En moyenne, les pêcheurs sortent 21,4 jours par mois entre octobre et avril et 17,6 jours par mois entre mai et septembre¹⁰, ce qui conduit à une moyenne de 208,8 jours de pêche par pêcheur par an. Il est utile de préciser que ces sorties, de quelques heures, peuvent s'effectuer de jour comme de nuit, selon la saison et les espèces ciblées. D'autre part, elles ne tiennent pas compte des fermetures de pêche annuelles auxquelles sont soumis les sous-secteurs administrativement reconnus (artisanal et industriel).

⁹ Nous ne prenons pas ici en compte le fait que, par gros temps, les pêcheurs des localités situées entre *Mahanoro* et *Toamasina* se replient dans les eaux intérieures du canal des Pangalanes. Cette activité relève de la pêche intérieure, et non de la pêche maritime.

¹⁰ Ces moyennes, tirées des statistiques de Pascale LANNUZEL (2004) ne sont valables que pour le littoral Nord de notre zone d'étude. Il y a fort à parier que si nous étions en possession de tels chiffres pour le littoral Sud de notre zone d'étude, les moyennes de sorties en mer seraient revues à la baisse vu ses conditions nautiques moins favorables tout au long de l'année.

Toujours en fonction de l'état de la mer (conditions naturelles) et des performances des embarcations (conditions matérielles), les zones de pêche sont généralement confinées à une mince bande côtière le long de laquelle les pêcheurs traditionnels s'orientent à l'aide de repères visuels à terre, principalement dans le cas des localités du Sud de notre zone d'étude, caractérisées par une côte rectiligne face à l'océan. Ces zones de pêche sont rarement à plus de quatre milles marins du rivage. Dans les baies peu profondes et les lagons coralliens, ce sont les éléments naturels (barrières récifales, avancées sableuses, écueils, etc.) qui servent de repères et délimitent les zones de pêche habituelles.

2.3.1.2. Le système de gestion

Nous l'avons déjà souligné, le sous-secteur traditionnel ne jouit pas d'une pleine reconnaissance de la part des services publics et n'est dès lors pas encadré, ni par le Service interrégional de la Pêche et des Ressources halieutiques de *Toamasina*, ni par les sections locales (si existantes) de ce service. Tout au plus les fonctionnaires de ces différents services effectuent-ils de sporadiques estimations de la consommation locale en produits de la mer (en se contentant de répertorier les quantités présentes sur les étals des marchés, ce qui masque la complexité réelle des circuits de commercialisation du poisson). Cette situation d'éviction a pour effet de favoriser l'utilisation de modes de gestion originaux et variés, relevant de logiques de gouvernance différentes, fondés ou non sur les conventions collectives traditionnelles en vigueur dans les *fokonolona* (communautés villageoises).

Les associations de pêcheurs traditionnels

La pêche traditionnelle sur la côte centre-Est se démarque par la dynamique associative qui l'anime depuis les années 70. En effet, c'est à *Toamasina*, premier port de Madagascar, que siègèrent les différentes organisations nationales de promotion de la petite pêche (syndicats, mouvements confessionnels, ONG, etc.) successives. L'encadrement des communautés de pêcheurs par différents contre-pouvoirs a donc déjà une longue histoire dans cette région. Sans nous étaler longuement sur le sujet – qui, selon nous, mériterait une étude complète – il est nécessaire de souligner ici le rôle qu'ont joué ces différentes formations dans l'émulation associative au niveau local. En effet, la volonté manifeste de ces organismes de représenter la petite pêche au niveau national s'est traduite dans les communautés côtières par la création *ex-nihilo* d'associations de pêcheurs, censées leur

constituer des appuis locaux. L'Apostolat de la Mer, organisme confessionnel voué aux gens de mer, fut le premier à engager cette pratique interventionniste dans les localités de pêche traditionnelle. Les divers syndicats chrétiens et autres ONG (ANDEPA, PMM, COMM) perpétuèrent ensuite l'un après l'autre cette logique de dynamisation associative « top-down »¹¹ dépourvue de base communautaire. Cette nouvelle forme de présence eut alors pour effet de développer dans bien des localités côtières un comportement attentiste et des réseaux de clientèle venus se greffer sur les liens communautaires préexistants, opérant une redistribution du pouvoir.

Toujours est-il que ces associations de pêcheurs se sont multipliées autour de *Toamasina*, sans forcément prendre la forme de coopératives professionnelles où l'achat des intrants, la production et la vente seraient mis en œuvre collectivement. En effet, ces groupements ne constituent pas de réels organes de gestion de la pêche mais se concentrent sur d'autres aspects de la vie des familles de pêcheurs. La plupart de ces associations, par exemple, ne considèrent pas l'acquisition de matériel de pêche comme faisant partie de leurs prérogatives, chaque pêcheur étant seul responsable de son équipement¹². D'autre part, elles mettent souvent en place une caisse de solidarité destinée à aider les familles de pêcheurs malades ou décédés. Au-delà de cela, la « logistique » précédant les sorties en mer et le déroulement de celles-ci demeurent du ressort du seul pêcheur, maître de son embarcation (sauf dans les cas où, par exemple, la pose de certains grands filets de plusieurs centaines de mètres nécessite le concours de deux ou trois piroguiers). Il en va de même lors du débarquement des captures.

Les pêcheurs traditionnels perpétuent donc leurs activités en solitaire malgré le caractère collectif qu'inspirent les nombreuses adhésions aux *Fikambanan'ny Mpanjono* (associations de pêcheurs). Ils peuvent néanmoins compter sur les liens d'entraide que ces associations ont en quelque sorte « formalisés ». En réalité, « le concept d'association de pêcheurs traditionnels est, à l'origine, étranger à la réalité rurale malgache » puisque le cadre

¹¹ Sans remettre ici en question la volonté de ces organismes de permettre l'« empowerment » des communautés de pêcheurs, ces pratiques nous interpellent quant à la représentativité au niveau national de ces différentes « coupes », lieux de rapports de force entre Etat, Eglise et société civile. Ce questionnement a fait l'objet d'une réflexion plus aboutie dans le cadre du « Séminaire lié aux stages » en mars 2009.

¹² Une association de pêcheurs rencontrée à *Mahanoro* illustre bien ce fait: elle prend en charge l'achat de petit matériel agricole et de paddy de riz pour les activités de culture annexes des pêcheurs et de leurs familles mais ne s'occupe pas de l'achat d'hameçons ou de la réparation des filets.

communautaire de base assure lui-même les mécanismes d'entraide et de solidarité (GOEDEFROIT 2002, 203).

La gestion des ressources marines dans les aires protégées

Dans une optique de décentralisation de la gestion des ressources naturelles, de conservation de la biodiversité et de promotion d'un développement local durable, Madagascar s'est engagé dans un Plan d'Action Environnementale¹³ (PAE) prévoyant le développement des ressources humaines et des capacités institutionnelles au niveau local.

C'est lors de la deuxième phase de ce plan, en 1997, que les questions relatives à l'environnement marin et côtier furent ajoutées au programme. Le littoral malgache fit alors peu à peu l'objet de projets de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC), prenant place au sein des différentes aires marines protégées (Parcs Marins, Parcs Nationaux et Réserves Spéciales) (E. GRANDCOURT 2000, 9).

Dans notre zone d'étude, les aires protégées qui firent l'objet de ces projets de gestion se situent aux alentours de la baie d'*Antongil* et des récifs coralliens environnants (cf. carte en annexe 2) : le Parc National de *Masoala* (et ses extensions marines), la Réserve Spéciale de *Nosy Mangabe* (au cœur de la baie) et le Parc Marin de *Nosy Antafana* (faisant partie de la « Biosphère » de *Mananara Nord*)¹⁴.

Dans chacun de ces projets de gestion, l'attention portée aux pêcheurs traditionnels locaux n'était justifiée que par une volonté de contrôle de leurs pratiques, jugées destructrices. En effet, leurs promoteurs scientifiques reprochaient aux petits pêcheurs de « contribuer à la diminution, voire à la surexploitation des stocks de ressources halieutiques, notamment par l'utilisation de matériels de pêche non sélectifs et destructeurs » (P. LANNUZEL 2004, 393).

Les pêcheurs traditionnels furent mis devant le fait accompli de l'accaparement de leurs zones de capture, et contraints de signer un « contrat d'usage » n'autorisant l'accès qu'aux membres des associations de pêcheurs reconnues par les services locaux de l'ANGAP (Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées), soit à peine un tiers d'entre eux.

¹³ Ce plan a été élaboré et financé par le gouvernement malgache, le WWF, la Coopération Française, la Coopération Allemande, l'Union Européenne, le FIDA, l'USAID, la Banque Mondiale, le PNUD et l'IUCN.

¹⁴ Ces aires protégées ne font pas partie de la zone couverte par nos déplacements.

Ce contrat correspond en réalité à une série d'interdictions et de restrictions de pêche et enrôle parmi les communautés côtières des « gardiens » et des « gestionnaires », engagés comme médiateurs sans réelle consultation des instances décisionnelles locales malgré les objectifs affichés de « coopération » et de « participation » (E. GRANDCOURT 2000, 20).

D'autres méthodes, privilégiant le « transfert de gestion », accordent plus d'importance au rôle des communautés de base. C'est le cas notamment de la GELOSE (Gestion Locale Sécurisée), née en 1996 dans une optique de décentralisation de la gestion des ressources naturelles renouvelables en milieu rural (MALDIDIER 2001, 8). Une initiative de GELOSE marine fut lancée en 2000 sur la côte Est de la péninsule de *Masoala* (GELOSE marine du « Cap Est »)¹⁵. On peut cependant imaginer les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés ces contrats de transfert, à la lumière des obstacles rencontrés dans les GELOSE classiques « à terre ». Sophie GOEDEFROIT souligne au sujet des membres des CoBa (Communautés de Base signataires) qu'ils « perçoivent le contrat de transfert comme une chose étrangère et ne voient pas très bien l'intérêt de rentrer dans un projet qui leur permettrait d'acquérir un pouvoir de gestion et de contrôle qu'ils détiennent déjà » (S. GOEDEFROIT 2006, 51).

La transformation et la commercialisation des produits de la mer

Peu de pêcheurs traditionnels à proximité des agglomérations prennent en charge la transformation des espèces capturées. Dans la plupart des cas, l'effort du pêcheur s'arrête lors du débarquement, où il tente de vendre en frais l'ensemble de sa pêche aux nombreux intermédiaires qui affluent de toute la région. Il est important de préciser que les pêcheurs traditionnels n'ont pas d'installations frigorifiques à leur disposition, ce qui implique la nécessité de vendre rapidement les prises, provoquant parfois une véritable dépendance aux intermédiaires et à leur emprise sur la fixation des prix.

Parfois, lorsque la vente en frais de la totalité des captures s'avère impossible – c'est souvent le cas dans les localités isolées –, les pêcheurs et leurs femmes procèdent au traitement du poisson, la plupart du temps par fumage. Cette pratique, bien que coûteuse en temps et en argent (bois de chauffage récolté ou acheté), est néanmoins bien plus employée que le salage et le séchage à l'air libre, vu la cherté du sel et l'humidité ambiante

¹⁵ Région de *Sava*, hors de notre zone d'étude.

typique de la côte Est. La technique du fumage du poisson est particulièrement développée dans la partie Sud de notre zone d'étude (*Mahanoro* et *Vatomandry*) ainsi qu'à l'île Sainte Marie. Les installations de fumage sont relativement modestes et bien souvent individuelles vu la dégradation des quelques fumoirs collectifs observés à *Vatomandry*, à *Toamasina*, à *Mahavelona* et sur l'île Sainte Marie. Dans la région Nord de notre zone d'étude, plus propice à la capture des céphalopodes et à la récolte des holothuries, c'est le procédé du séchage qui prévaut, notamment aux alentours du Parc Marin de *Nosy Antafana* (P. LANNUZEL 2004, 324).

Sur les sites de débarquement, les intermédiaires – souvent des femmes – ont des profils bien différents, selon les localités de pêche et les espèces débarquées. Collecteurs en provenance de *Toamasina*, mareyeurs locaux, exportateurs de crevettes et de trépangs (holothuries séchées destinées au marché asiatique) ou encore particuliers et restaurateurs : le sous-secteur traditionnel alimente des circuits de commercialisation qui dépassent de loin la simple auto-consommation des ménages de pêcheurs¹⁶. Il n'est dès lors pas étonnant de retrouver sur les étals des marchés de la ville-port de *Toamasina* du poisson en provenance de la pêche traditionnelle de *Mahanoro* ou de *Maroantsetra*, malgré la détérioration des voies de communication.

2.3.2. Le sous-système halieutique artisanal

2.3.2.1. Le système productif

Effectif et embarcations

Hormis deux sociétés relativement importantes dans la région, la pêche artisanale est peu présente sur le littoral oriental de Madagascar. Non-crevetteière (contrairement à la totalité de la pêche artisanale sur la côte Ouest), cette pêche éprouve des difficultés majeures à se développer malgré le potentiel des stocks halieutiques côtiers encore inexploités. Ici encore, le manque d'encadrement par les services publics se fait ressentir.

A *Toamasina*, c'est l'association *Tazara*, fondée en 1994, qui semble la plus active. Le principe de cette association est de rassembler les initiatives d'une dizaine d'armateurs privés dont l'activité professionnelle à terre ne permet pas de prendre part aux sorties en

¹⁶ Le MAEP véhicule cependant l'image d'une « pêche de subsistance (...) qui ne donne pas lieu à la vente des produits » (extrait du document cadre de la politique de la filière pêche, <http://www.maep.gov.mg>)

mer. La flotte de *Tazara* (photo 3) se compose donc à l'origine d'une vingtaine d'embarcations (non pontées) en bois ou en plastique de 5 à 12 mètres équipées de moteurs in-bord ou hors-bord allant jusqu'à 70 CV (la limite de 50 CV ne s'applique qu'à la pêche artisanale crevettière). Pour l'acquisition de ces bateaux, les investissements des armateurs furent complétés par la participation financière et matérielle du PNUD, de la FAO et de la JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale). La taille des équipages (entre 5 et 15 pêcheurs) varie selon les dimensions de l'embarcation, la destination et la durée des marées (de un à trois jours).

A l'île Sainte Marie, la SPSM (Société de Pêche de Sainte Marie) a été mise sur pied en 1997 par des investisseurs malgaches et réunionnais. Ayant débuté avec trois bateaux de construction française de 12 à 16 mètres d'une puissance d'environ 300 CV, la SPSM compte aujourd'hui une dizaine d'embarcations grâce à l'acquisition des bateaux de l'ancienne société *Riaka* de *Toamasina* (photo 4), à l'origine lancée conjointement avec *Tazara*.



Photo 3. Bateaux de pêche artisanale (association *Tazara* et Apostolat de la Mer, *Toamasina*)



Photo 4. Bateaux de pêche artisanale (société *Riaka*, Sainte Marie)

A ces deux associations majeures viennent s'ajouter une série d'initiatives à moindre échelle mais néanmoins porteuses d'ambitions. Persuadé depuis les années 80 que l'évolution de la pêche traditionnelle vers le mode artisanal serait un véritable levier de développement pour les régions côtières, l'Apostolat de la Mer a multiplié les tentatives de formation des pêcheurs traditionnels et de mise en location-gestion de petites embarcations motorisées (principalement à *Toamasina* et à *Nosy Boraha*, avec l'appui du CCFD, de *CARE International* et des services de pêche locaux). De ces expériences, souvent vouées à l'échec, restent aujourd'hui deux bateaux en bois (15 CV chacun) actifs dans les parages de *Toamasina* depuis 2005 (photo 3). A Sainte Marie, quelques embarcations isolées ont été observées. Dans le Nord de notre zone d'étude, on note la présence d'autres initiatives de pêche artisanale dont l'exploitation familiale *Mena* à *Maroantsetra* (cinq bateaux en bois de 40 CV) et celle de *Hiaraka* (deux embarcations de 40 CV), toutes deux actives en baie d'*Antongil*. Ces exploitations, motorisées depuis 1990, emploient une trentaine de pêcheurs (P. LANNUZEL 2004, 281 ; 298).

Engins de capture et espèces ciblées

Bien moins diversifié que son « équivalent » traditionnel, le sous-secteur artisanal sur la côte centre-Est pratique essentiellement la pêche à la ligne de fond. Au sein de l'association *Tazara*, chaque pêcheur embarqué emporte avec lui son matériel. Les lignes et hameçons sont achetés individuellement auprès des commerces de *Toamasina*, tandis que les armateurs fournissent les appâts. Les espèces ciblées sont les poissons démersaux tels que le cabot, le capitaine, le vivaneau ou le rouget. Certains bateaux de l'association embarquent des harpons et du petit matériel de plongée pour la pêche au poulpe et la récolte des langoustes et holothuries (dans le cas de sorties à proximité des îlots et bancs de sable de *Toamasina* et alentours).

La SPSM, depuis sa fusion avec la société *Riaka*, vise également une large gamme de poissons démersaux. Les espèces nobles (vivaneau, mérou, cabot et rouget) sont principalement destinées à l'export vers l'île de La Réunion, tandis que les espèces de moindre valeur commerciale comme le capitaine restent sur le marché local. Les engins utilisés sont les palangrottes et les lignes de fond. D'autre part, la SPSM pratique également la collecte auprès des pêcheurs piroguiers.

Les équipages des deux bateaux de l'Apostolat de la Mer à *Toamasina* emploient quant à eux une plus grande variété d'engins : lignes montées en palangres pour les espèces démersales et filets maillants pour les petits pélagiques. De plus, ils pratiquent également la plongée pour la récolte des holothuries et de certains crabes et utilisent parfois même des nasses à proximité des récifs et hauts-fonds.

Les pêcheurs artisans observés à *Maroantsetra* ont la particularité d'exploiter la baie d'*Antongil* à l'aide de filets de fond de confection locale. « Ils prennent dans les mailles de ces derniers des espèces différentes des pêcheurs à la ligne à main. Des soles, des raies et des requins de grande taille, par exemple, et occasionnellement des tortues » (P. LANNUZEL 2004, 298).

Zones de pêche et calendrier

Contrairement au secteur traditionnel qui pêche exclusivement dans les tout premiers milles nautiques en bordure de côte – d'où la plage de départ reste à vue –, la pêche artisanale jouit d'un rayon d'action bien plus important. Ce rayon dépend cependant de l'autonomie des embarcations et de leur « tenue de mer » (notons que les conditions de sécurité à bord sont minimales). D'autre part, la pêche artisanale limite ses zones de capture à l'étendue de l'étroit plateau continental (compte tenu des espèces ciblées mais également des capacités de pêche néanmoins restreintes), soit à une bande de 15 à 50 kilomètres de large, selon que l'on se trouve dans sa partie Sud ou Nord (figure 6).



Figure 6. Etendue du plateau continental (bleu clair) dans la zone étudiée. Source: Google Earth 2009

A *Toamasina*, les bateaux de l'association *Tazara* couvrent une zone s'étendant de *Vatomandry* au *Cap Masoala*, soit d'une longueur de 200 milles marins. Le choix des zones de destination lors d'une sortie se fait en fonction de la météo et de l'état du bateau (les mécaniciens étant rares et les pièces détachées hors de prix). Dans tous les cas, il s'agit de zones visibles de la côte. De manière générale, les petites embarcations (type *Orondava*, arrière-plan photo 3) de l'association se concentrent la majeure partie de l'année dans les zones proches de *Toamasina*, soit dans un rayon de 20 milles. Ce sont principalement ces bateaux qui, outre leur activité de pêche à la ligne de fond sur l'ensemble de l'espace couvert, embarquent pour les zones récifales et îlots de la région pour y pratiquer la plongée (harpon ou récolte manuelle). Les plus gros bateaux (type *Antafa*, avant-plan photo 3) couvrent quant à eux une plus vaste zone durant toute l'année. De septembre à décembre (soit durant notre présence à *Toamasina*), les zones privilégiées par ces derniers sont les alentours de l'île Sainte Marie, de *Fenoarivo Atsinanana* et de *Mahavelona*.

Concernant la SPSM sur l'île Sainte Marie, Pascale LANNUZEL nous apprend que :

« Les zones de pêche de leurs navires étaient situées de part et d'autre de l'île Sainte Marie, au minimum à 6 milles nautiques des côtes ; exception faite de l'espace maritime situé entre Nosy Boraha et Tany Be (ndlr : la Grande Terre, soit l'île continent de Madagascar) et de la baie d'Antongil qui n'ont jamais été exploités. Vers le Nord, l'espace fréquenté était délimité au large de la côte orientale de la péninsule de Masoala, à la hauteur du Cap Est. Vers le Sud, les lieux de pêche s'étendaient jusqu'à Toamasina » (P. LANNUZEL 2004, 293).

Ces zones sont exploitées tout l'année, sauf pendant la période des alizés qui limitent le nombre de sorties.

Enfin, en ce qui concerne les autres petites initiatives artisanales, on remarque une activité spatialement beaucoup plus restreinte. Les deux embarcations de l'Apostolat de la Mer à Toamasina occupent principalement les alentours du port sur une bande côtière d'une quarantaine de milles de long, s'éloignant parfois jusqu'à Mahavelona au Nord. Ces zones de pêche correspondent à peu près à celles des petites embarcations de Tazara.

Les pêcheurs artisans de Maroantsetra qui exploitent principalement le Nord de la baie d'Antongil sont contraints, pour éviter leur destruction, de stopper la pose de leurs filets durant la période de migration des baleines à bosse (entre juillet et septembre). Il leur arrive alors d'établir un campement de pêche provisoire aux alentours du Cap Masoala (P. LANNUZEL 2004, 294).

2.3.2.2. Le système de gestion

La gestion de Tazara et de la SPSM

Au sein de Tazara, la dizaine d'armateurs associés sont les gestionnaires de l'exploitation, titulaires d'une licence de pêche artisanale. Chargés individuellement de l'enrôlement (verbal) de leurs équipages, ils se chargent de maintenir un contingent de pêcheurs suffisamment nombreux pour permettre, par roulement, l'enchaînement des sorties en mer sans interruption (tant que les conditions s'y prêtent). Ainsi, d'après l'un d'entre eux, chacun des armateurs de Tazara aurait à son service une vingtaine de pêcheurs – tous d'anciens pêcheurs traditionnels. Les armateurs de Tazara, présents lors des départs, prennent en charge l'avitaillement de leurs bateaux pour chaque marée (glace, carburant, vivres et appâts) mais, nous l'avons vu, laissent aux équipages le soin d'embarquer les engins

de capture nécessaires. Au retour de la pêche, ils sont également présents pour veiller au bon déroulement des opérations de débarquement et de pesage. Ils procèdent alors au paiement des équipages selon un système de rémunération à la part, chaque pêcheur étant rétribué en fonction des quantités personnellement capturées (prix fixe établi au poids, indifféremment des espèces).

En aval de la capture, l'association *Tazara* est équipée d'un local de traitement et de containers frigorifiques (photo 5). Les captures sont donc vendues en frais, principalement à des revendeurs réguliers qui assurent une distribution des produits de la mer auprès de particuliers et de restaurateurs, mais également dans les *bazary* de *Toamasina*. En périphérie, une poissonnerie indépendante se fournit également auprès de *Tazara*, en poisson pour la vente locale et en langoustes et poulpes pour l'exportation après traitement. Dans les cas où les quantités pêchées le permettent, un camion frigorifique de l'association effectue des livraisons jusqu'à *Antananarivo*.



Photo 5. Locaux de l'association *Tazara* (FAO/JICA), *Toamasina*



Photo 6. Locaux et navires de la SPSM, *Sainte Marie*

A Sainte Marie, la SPSM fut créée sur l'ancien site d'exploitation de la SIMAP (Société Internationale Malgache de Pêche), société de collecte et d'exportation dont les activités cessèrent en 1996. Bien qu'embauchant l'essentiel de ses marins parmi les pêcheurs traditionnels de *Nosy Boraha* ou des localités proches – les patrons-pêcheurs étant réunionnais –, la SPSM fonctionnait jusque récemment selon une logique quelque peu déconnectée de sa région d'implantation, visant principalement le marché de l'île de La Réunion où l'un des bateaux débarquait régulièrement. L'avitaillement en matériel de pêche et en pièces de rechange des embarcations de la société se faisait même directement dans le département français, par le biais d'un navire capable d'effectuer des rotations régulières entre les deux îles distantes de 700 kilomètres. En 1998, la fusion avec l'ancienne société *Riaka* permit de remédier à ce fonctionnement en vase-clos par une exploitation conjointe des deux armements. « Ces deux sociétés ont joint leurs activités dans un but de complémentarité. (...) Une partie de leurs captures est exportée vers l'île de La Réunion, tandis que l'autre approvisionne les marchés intérieurs malgaches, ceux de Toamasina et d'Antananarivo principalement » (P. LANNUZEL 2004, 297).

La société dispose aujourd'hui d'un atelier de traitement et de conditionnement complet (photo 6) lui permettant de couvrir une large gamme de produits de la mer, de haute valeur commerciale ou non. Nous avons cependant noté que l'approvisionnement du marché saint-marien, qu'il s'agisse de celui des *bazary* ou des restaurateurs, demeure du ressort de la pêche traditionnelle locale.

La gestion des initiatives modestes de Toamasina et de Maroantsetra

Il est clair que la situation de *Tazara* et de la SPSM, disposant toutes deux de locaux de traitement (financés par des projets de coopération ou par des investissements privés) et de circuits de commercialisation bien établis, est relativement privilégiée. Dès lors, le mode de gestion des initiatives de pêche artisanale de moindre taille s'apparente plus au fonctionnement du secteur traditionnel.

Hormis l'utilisation d'un moteur hors-bord et la détention d'une carte d'immatriculation et d'une licence de pêche artisanale, les « commandants » des deux bateaux mis en location-gestion par l'Apostolat de la Mer à *Toamasina* sont à mille lieues de jouir des mêmes conditions de travail que les exploitations décrites ci-dessus. A l'origine constitués de

pêcheurs traditionnels ayant bénéficié d'une formation aux techniques de pêche artisanale et à la navigation à l'Apostolat de la Mer, les équipages ne cessent de changer de composition au gré des saisons. En effet, après avoir accumulé un petit capital en quelques mois de rémunération à la part, les pêcheurs préfèrent souvent retourner à leur mode de travail individuel de piroguier (ou saisissent l'opportunité d'un emploi dans un autre secteur). Il est dès lors difficile pour les deux responsables, désignés par l'Apostolat, de maintenir à bord un niveau de compétence constant.

Le mode de gestion est ici défini par un contrat liant l'Apostolat de la Mer et les deux chefs d'équipage. Celui-ci stipule que les débarquements de poissons doivent contribuer au remboursement progressif des embarcations financées entièrement par l'Apostolat. Les calculs initiaux, lors du lancement des deux embarcations en 2005 et 2006, prévoyaient un remboursement complet échelonné sur deux ans. A l'heure actuelle, l'une et l'autre sont loin d'être remboursées vu l'instabilité des équipages successifs et le manque de responsabilisation des pêcheurs qui en découle. D'autre part, les débarquements qui étaient censés se dérouler dans les locaux de l'Apostolat de la Mer – pour y permettre le pesage et la comptabilité – se font désormais à proximité des installations de *Tazara* où les collecteurs affluent quotidiennement. Confrontés à l'absence d'installations de transformation du poisson (fumage, séchage, salage), les pêcheurs tentent alors par tous les moyens de vendre leurs captures en frais auprès des intermédiaires dont ils sont littéralement dépendants.

En ce qui concerne les exploitations familiales de *Maroantsetra*, Pascale LANNUZEL souligne que leurs activités de pêche dans la baie d'*Antongil* sont complétées par la transformation du poisson (principalement dans un atelier fumage) et la vente directe, soit via les marchés locaux, soit via un commerce ayant pignon sur rue. Ces initiatives, à l'origine financées sur fonds propres, couvrent donc l'ensemble de la filière de pêche artisanale locale (P. LANNUZEL 2004, 281).

2.3.3. Le sous-système halieutique industriel

2.3.3.1. Le système productif

Effectif et embarcations

Un seul armement industriel est présent sur l'ensemble de la côte Est de Madagascar. Il s'agit de la société *Refrigépêche*, créée en 1980 à *Toamasina*¹⁷ – sur base de capitaux français – suite à la découverte dans les années 70 d'un stock de crevettes exploitable industriellement, principalement en baie d'*Antongil*.

En 2009, *Réfrigépêche-Est* possède des licences d'exploitation industrielle des ressources crevettières et démersales pour six navires chalutiers¹⁸. Chacun de ces bateaux de 400 CV d'une trentaine de mètres de long embarque 20 à 30 membres d'équipage, pour la plupart des pêcheurs de la région ayant reçu une formation aux techniques de pêche industrielle au sein même de la société. Les conditions à bord, bien meilleures que dans la pêche traditionnelle ou artisanale, ainsi que la stabilité des contrats de travail font de ces matelots des pêcheurs privilégiés.

Engins de capture et espèces ciblées

Initialement destinée aux crustacés de haute valeur commerciale, la société *Réfrigépêche-Est* n'a pas tardé à élargir sa gamme de produits marins. En effet, l'utilisation de doubles chaluts non-sélectifs en zone côtière implique la capture d'une quantité de poissons divers souvent supérieure à celle de crevettes¹⁹. Responsables d'un énorme « gaspillage biologique, économique et nutritionnel » (P. LEZ & D. ROJAT 2006, 10) vu les rejets systématiques de ces captures accessoires, les sociétés industrielles furent sommées de débarquer annuellement une quantité fixée de poisson pour compenser ce déséquilibre, et contraintes d'adopter un système de BRD (*Bycatch Reducing Device*).

Cependant, « la côte Est en est pour l'instant exonérée car l'équilibre d'exploitation dans cette zone où le poisson est en plus forte proportion suppose la commercialisation de toutes

¹⁷ Cette société fut divisée en 1987 en *Réfrigépêche-Est* et *Réfrigépêche-Ouest*, cette dernière rejoignant le contingent des sociétés crevettières des baies de l'Ouest malgache.

¹⁸ Données du listing des navires agréés par le MAEP, juin 2009.

¹⁹ Les données du Service interrégional de la Pêche et des Ressources Halieutiques de *Toamasina* font état, selon le mois de l'année, d'un pourcentage de crevettes allant de 9% à 58% (P. LANNUZEL 2004, 310).

les captures accessoires, même de petite taille, sachant que le marché local, à faible pouvoir d'achat, est acheteur de toutes tailles de poissons » (P. LEZ & D. ROJAT 2006, 11).

En fin de compte, *Réfrigépêche-Est* est tenue de commercialiser l'ensemble des captures prises dans ses chaluts, des crevettes d'exportation aux petits démersaux, en passant par les poissons commerciaux de bonne taille. Ces prises accessoires, dont le nombre relatif augmente avec l'appauvrissement des stocks de crevettes, ne fait l'objet d'aucune gestion de la part des services ministériels.

Zones de pêche et calendrier

Contrairement à la réglementation en vigueur sur la côte Ouest qui impose une fermeture annuelle, la pêche crevettière est officiellement ouverte toute l'année sur la côte Est. Cependant, *Réfrigépêche-Est* marque chaque année un arrêt d'activité de deux ou trois mois durant l'été austral (cette saison étant plus propice au poisson qu'à la crevette).

Initialement, les eaux littorales malgaches font l'objet d'une division administrative en 14 zones de pêche industrielle crevettière (cf. carte en annexe 3), la côte Est comprenant les zones 11 à 14. La refonte du système d'octroi des licences industrielles en 2000 instaura la fusion de ces quatre zones en une unique « zone D », s'étendant d'*Antsiranana* (pointe Nord de Madagascar) à *Mahanoro*. *Réfrigépêche-Est* concentre cependant son activité entre *Mahanoro* et la péninsule de *Masoala* (anciennes zones 12, 13 et 14), soit notre zone d'étude dans sa totalité (C. CHABOUD in S. GOEDEFROIT *et al.* 2002, 37).

Sur l'ensemble de cette aire de production, les zones sableuses peu profondes – soit à proximité des mangroves estuariennes et des hauts-fonds des baies –, font l'objet d'un chalutage intensif permanent. Ces espaces privilégiés, dans lesquels les navires évoluent pendant parfois un mois entier sans interruption, se situent souvent à quelques centaines de mètre du rivage.

2.3.3.2. *Le système de gestion*

Réfrigépêche et le GAPCM

En tant que société de pêche industrielle crevettière, *Réfrigépêche* est reconnue par l'Etat malgache et présente au sein du Groupement des Aquaculteurs et Pêcheurs de Crevettes de Madagascar depuis sa création en 1994.

C'est par le biais de ce groupement que les industriels de la pêche décident, en concertation avec l'Etat, des orientations de l'aménagement halieutique national. Cette organisation professionnelle se donne pour objectifs principaux d'établir des positions communes à l'ensemble des exploitants, de représenter la pêche au niveau national et international et d'informer les sociétés adhérentes (notamment en finançant la recherche) sur tout ce qui relève de l'exploitation marine²⁰.

Le GAPCM est donc l'interlocuteur privilégié du MAEP dans son travail de gestion, de contrôle de l'effort de pêche et de limitation de la capacité de la flottille industrielle, par un système d'attribution de licences (octroyées par armement, par navire et par zone).

Mais contrairement aux autres membres du GAPCM, *Réfrigépêche* détient le monopole industriel crevettier sur la côte Est, et n'hésite donc pas à débarquer annuellement au port de *Toamasina* un volume de poissons correspondant au double de sa production de crevettes (en situation de concurrence avec un autre armement industriel, les rejets sont favorisés). En effet, bien que la crevette d'exportation demeure le produit par excellence, la société ne semble pas éprouver de difficultés à écouler ses énormes quantités de poissons congelés sur le marché régional. Cet écoulement de poisson a lieu hors de tout cadre de gestion et s'effectue en marge des contrôles, permettant à la société de parer à la diminution des stocks crevettiers surexploités.

La commercialisation des produits de Réfrigépêche

En ce qui concerne les crevettes, seule une infime partie des captures de *Réfrigépêche* s'insère dans le marché local par le biais de quelques restaurateurs et particuliers de *Toamasina*. La quasi-totalité est en effet destinée à l'exportation,

²⁰ Site internet du GAPCM : <http://www.gapcm.org>

principalement sur le marché français (et réunionnais). A cet effet, les crevettes sont congelées et emballées directement à bord des chalutiers (photo 7) dont les installations de traitement sont aux normes européennes.



Photo 7. Chalutiers crevettiers *Réfrigépêche-Est*, Toamasina



Photo 8. Poissonnerie *Réfrigépêche-Est*, Toamasina

Le poisson, quant à lui, est essentiellement distribué dans les quatre poissonneries de l'enseigne *Réfrigépêche* (photo 8) implantées à Toamasina, ainsi que dans trois autres points de vente établis dans d'autres régions (dont un à la capitale, Antananarivo). Dans chacun de ces établissements, le poisson est vendu entier et congelé. Seules les espèces de bonne taille et de haute valeur commerciales sont réservées aux restaurateurs fidélisés ainsi qu'à l'exportation vers l'île de La Réunion.

Cette description par sous-système de l'économie halieutique sur la côte centre-Est de Madagascar nous a permis d'établir concrètement le cadre dans lequel se déroulent les activités de pêche dans cette région. Nous avons ainsi pu nous rendre compte des conditions

d'exploitation des différentes pêcheries et de leurs stratégies de gestion respectives, ainsi que de leur intégration, à leur échelle, au paysage socio-économique.

Au-delà des relations globales entre sous-secteurs que cette description permet de survoler et d'apprécier à la lumière de notre première partie, analysons maintenant les interactions précises qu'elles impliquent. Inspirons-nous pour cette analyse de la classification fonctionnelle établie par Hélène REY et Steve CUNNINGHAM (cf. supra), et voyons l'intérêt d'une prise en compte globale du système halieutique.

2.4. Compétition et complémentarité des sous-systèmes : analyse des interactions

2.4.1. Ressource

Le problème de l'exploitation d'un même stock d'une ressource par différentes flottilles est un obstacle récurrent dans la mise en œuvre de la gestion des pêcheries. Dans notre cas, nous avons observé que la pêche industrielle et la pêche traditionnelle exploitent tous deux les mêmes stocks de crevettes et de poissons le long des côtes, avec des capacités tout à fait inégales.

Dans la majeure partie de notre zone d'étude, la situation est la suivante : d'une part, les pêcheurs traditionnels mettent en œuvre une série d'engins de capture sélectifs destinés à des espèces particulières, tirant ponctuellement des bénéfices des providentielles crevettes prises dans leurs filets ; d'autre part, les pêcheurs industriels chalutent sans distinction dans les zones crevettières le long des côtes, capturant par la même occasion des quantités énormes de prises accessoires. Il s'agit d'un cas de concurrence directe, imputable à la non-sélectivité des engins industriels.

Au sein des communautés de pêcheurs traditionnels dans notre région d'étude, le constat est partout le même : les poissons se font de plus en plus rares à proximité de la côte et la taille des captures se réduit d'année en année. Le cercle vicieux s'enclenche alors : les pêcheurs traditionnels optent pour des filets aux mailles de plus en plus serrées, dont l'usage est – en théorie – interdit et réprimé. L'utilisation de ces filets provoque la capture des juvéniles, mettant en péril la phase du cycle reproductif des stocks se déroulant sur le littoral.

La pêche artisanale, quant à elle, ne semble concernée par aucun problème de partage des ressources, étant donné qu'elle vise les espèces démersales situées plus au large. Seules quelques exploitations artisanales de petite envergure dont les modes de pêche – et donc les espèces cibles – sont semblables à ceux de la pêche traditionnelle semblent confrontées à ce problème de partage des stocks halieutiques.

Dans cette situation inéquitable, une relation de complémentarité se tisse néanmoins entre pêcheurs traditionnels et industriels par le biais des opérations de troc. Ces épisodes ponctuels et dispersés de relations d'échange ne résolvent pas le problème du déséquilibre d'exploitation des stocks, mais méritent cependant d'être soulignés.

En effet, compte tenu du désintérêt de la société *Réfrigépêche* pour les poissons de trop petite taille (non-exportables et invendables auprès des restaurateurs et poissonneries), les pêcheurs industriels se débarrassent régulièrement de ces « *by-catch* » en les rejetant à la mer. Cependant, certains ont pris l'habitude de les garder sur le pont dans l'attente d'une transaction à laquelle s'adonnent de nombreux piroguiers à proximité des côtes. Il s'agit pour ces derniers de naviguer à la rencontre des chalutiers afin de proposer aux marins divers biens de consommation pouvant agrémenter leur vie à bord durant les semaines en mer. Les piroguiers récupèrent ainsi ces poissons accessoires – de piètre qualité et peu frais – avant de les revendre à bas prix sur les étals locaux.

Pascale LANNUZEL relate même – cas extrême de transaction dont nous n'avons pas eu connaissance lors de notre présence sur place – que certains piroguiers érigent des « barrages » sur la trajectoire des chalutiers afin de les forcer à céder leurs prises accessoires gratuitement (P. LANNUZEL 2004, 306).

Au-delà de la volonté d'acquérir du poisson à moindre coût, ce dernier exemple révèle peut-être la volonté des petits pêcheurs de faire valoir leurs droits sur les espèces capturées à proximité des côtes. Car si la problématique du partage d'une même ressource est difficilement appréciable compte tenu du déplacement des stocks et du peu de connaissances disponibles à leur sujet, elle se matérialise en revanche aisément lorsqu'on l'aborde sous l'angle spatial de l'exploitation.

2.4.2. Espace

Sur la côte Est de Madagascar, comme sur l'ensemble du littoral malgache et dans beaucoup de pays côtiers, c'est la question des zones de pêche qui cristallise les revendications des pêcheurs.

D'après les pêcheurs eux-mêmes, et d'après les travaux du COMM (1998, 1999, 2000 et 2001) sur le sujet, les conflits d'espace entre pêcheurs dans notre région d'étude découlent principalement du non-respect, de la part des industriels, de la « zone des deux milles » censée être réservée à la petite pêche. La polémique autour de cette zone est complexe, vu les enjeux financiers considérables et la législation confuse.

Afin de ne pas nous méprendre sur les différentes interprétations de la loi, prenons ce résumé des dispositions successives concernant cette zone :

« Le décret du 5 juin 1922 relatif à la pêche fluviale à Madagascar et à la pêche maritime côtière interdit en son article 10 le chalutage dans la zone des deux milles à compter de la côte. Par la suite, l'article 11 du décret N°71-238 du 18 mai 1971 réglementant l'exercice de la pêche par chalutage dans la mer territoriale vint disposer que "par dérogation à l'article 10 du décret du 5 juin 1922, les licences de pêche au chalut autorisent leurs détenteurs à pêcher la crevette dans la zone des deux milles à compter de la côte". Enfin, l'article 11 du décret N°73-171 du 22 juin 1973 portant modification de certaines dispositions du décret N°71-238 du 18 mai 1971 est venu énoncer que "... les licences de pêche au chalut peuvent (c'est nous qui soulignons) autoriser leurs détenteurs à pêcher la crevette dans la zone des deux milles à compter de la côte" » (FAO 1995, MAG/92/004-DO/9/95).

Plusieurs ambiguïtés subsistent autour de ces articles, notamment à propos de la notion de « côte », mal définie. Il est également difficile de cerner si les licences de pêche au chalut autorisent *de facto* l'exploitation de cette zone. En définitive, les compagnies industrielles profitent de la marge de manœuvre que leur permet cette situation « juridiquement exploitable ».

Toujours est-il que la majeure partie des prises en crevettes des chalutiers industriels s'effectue dans cet espace. En effet,

« Un rapport estime que plus de deux tiers des prises effectuées par ces chalutiers crevettiers ont été faites, illégalement, dans cette zone de deux milles. Le Groupement des Armateurs à la Pêche Crevetière de Madagascar (GAPCM) explique que le respect de cette législation est impossible car cela rendrait l'exploitation industrielle de la crevette non viable économiquement » (CAPE 1998, 5).

Dans l'ensemble de notre zone d'étude, cette occupation industrielle des zones de pêche traditionnelle se traduit par la destruction de pirogues et d'engins (pouvant également conduire à des dommages humains), la pollution des eaux (rejets) et la pression accrue sur les espèces côtières. La baie d'*Antongil* et le canal de Sainte Marie, entièrement intégrés à cette « zone réservée » par le principe de la « ligne de base droite », sont les zones de chalutage les plus fréquentées par les navires de *Réfrigépêche*. Aucun filet ou autre engin dormant ne résiste à leur passage, de jour comme de nuit, et le seul recours des pêcheurs traditionnels est de se replier sur les zones récifales et plateaux coralliens inaccessibles aux chalutiers.

Partout ailleurs au Sud de *Toamasina*, la situation est la même et les communautés de pêcheurs, regroupées en associations sur conseil des différents organismes « coupoles » (cf. supra), ne parviennent pas à mener à terme leurs tentatives de poursuites judiciaires.

Un pêcheur artisan de *Toamasina*, ancien pêcheur traditionnel, résumait ce *statu quo* par les mots suivants : « La situation des petits pêcheurs face aux chalutiers industriels me fait penser à ce que j'ai vu sur *Thalassa* à propos des sous-marins qui emportent des bateaux de pêche par le fond : on a beau porter plainte, ça n'aboutit pas parce-que c'est secret défense! ».

De manière générale, le secteur artisanal est moins concerné par ces interactions spatiales. Cependant, les pêcheurs artisans pratiquant la pose de filets dormants (petites exploitations de *Toamasina* et de *Maroantsetra*) sont régulièrement confrontés à ces mêmes problèmes.

2.4.3. Technologie, savoir et savoir-faire

Dans la plupart des cas observés, le transfert de savoir et de savoir-faire semble se dérouler à sens unique, pour la simple raison que les sociétés (*Réfrigépêche*, *Tazara* et *SPSM*) recrutent parmi les pêcheurs traditionnels.

En effet, bien que les engins et techniques employés par ces armateurs soient différents du secteur traditionnel, les pêcheurs piroguiers détiennent une connaissance empirique de l'environnement littoral et des ressources qu'il recèle. L'utilisation de ce savoir écologique traditionnel demeure le seul moyen pour ces sociétés de combler le manque (ou le caractère obsolète) de données scientifiques (biologiques, bathymétriques, etc.) concernant le milieu marin de la côte orientale²¹. Il est d'ailleurs souvent plus pertinent pour les activités de pêche que les données quantitatives brutes : « Traditional ecological knowledge (TEK) offers ecological information and insight relevant to ecological management and research that cannot be obtained from other sources » (H.P. HUNTINGTON 1998, 237). Ce savoir, combiné aux prospections sur zone permettent aux sociétés de pêche de se constituer une base de données sur laquelle articuler leur stratégie d'exploitation.

Au-delà de ces connaissances du milieu marin, les techniques de navigation et de pêche traditionnelles ne bénéficient pas des innovations transmises dans le cadre des formations dispensées aux pêcheurs industriels (par les sociétés elles-mêmes). Conscients de ce déficit d'apprentissage pratique (il n'existe aucune école de pêche sur la côte Est), l'Apostolat de la Mer de *Toamasina* et le COMM ont à plusieurs reprises tenté d'organiser pour les associations de pêcheurs traditionnels des formations aux techniques de pêche, de navigation et de sécurité en mer. Il s'est souvent avéré que les rares pêcheurs ayant passé avec succès ces cours allaient ensuite faire valoir leur certificat de réussite pour se faire engager au sein de la société *Réfrigépêche* ou de l'association *Tazara*. Nous n'avons pas eu connaissance de partage de connaissances en sens inverse, améliorant les opérations de capture et la sécurité des pêcheurs traditionnels.

2.4.4. Collecte, transformation et commercialisation

En aval de la capture, les interactions entre les trois sous-systèmes halieutiques prennent de nouvelles formes. En effet, entre le pêcheur et le consommateur, les produits de la mer empruntent des circuits mettant en contact, directement ou indirectement, les opérateurs de la pêche traditionnelle, artisanale et industrielle (figure 7).

²¹ Des recherches océanographiques financées par le PNUD sont actuellement en cours dans l'ensemble de la région sud-ouest de l'Océan Indien (<http://www.asclme.org>). Les dernières données disponibles datent de 1974.

La collecte par des opérateurs intermédiaires indépendants est la principale raison de l'enchevêtrement des circuits de commercialisation régionaux et extra-régionaux des trois sous-secteurs de pêche. En effet, l'ensemble des sites de débarquement de notre zone d'étude présente cette caractéristique de drainer un flux régulier de mareyeurs et de revendeurs en provenance de toute la région, et ce malgré les difficultés d'accès de certaines localités enclavées. Les marchés locaux en zone rurale n'étant pas capables d'absorber la totalité des quantités pêchées, et certaines espèces étant de toute façon destinées à l'expédition, la petite pêche est bien loin d'être réservée à l'auto-consommation. C'est ainsi que les prises pêchées de *Mahanoro* à la baie d'*Antongil* par les pêcheurs traditionnels et les petites entreprises artisanales s'écoulent dans une faible proportion sur les étals locaux, l'essentiel convergeant généralement vers *Toamasina*, pôle urbain de consommation des produits de la mer, mais aussi pôle d'éclatement d'où s'organisent les exportations.

Du point de vue de la vente locale dans les *bazary* de *Toamasina*, le poisson de la pêche artisanale entre peu en concurrence avec les autres captures, celle-ci proposant généralement des espèces démersales nobles de bonne taille pêchées au large (c'est l'« effet de gamme »). En revanche, le poisson vendu localement par *Réfrigépêche* (captures accessoires non valables pour l'exportation) rivalise avec celui de la pêche traditionnelle, parfois sur les mêmes étals. Cette situation est rendue possible par le fait que de nombreux revendeurs, afin de réapprovisionner leurs étals, se fournissent en petits poissons congelés bon marché dans les magasins de *Réfrigépêche* établis à proximité des places de marché de *Toamasina*. Les mareyeurs peuvent alors se faire une marge importante par rapport au poisson « traditionnel » affluant de la région, moins compétitif, dont le prix d'achat au kilo après quelques intermédiaires peut être quatre fois supérieur à celui payé au pêcheur sur le lieu de débarquement.

Au-delà de ces relations locales de concurrence et de complémentarité entre produits des trois sous-secteurs, les circuits d'expédition extra-régionaux et extra-nationaux donnent lieu à d'autres types de relations. L'observation du fonctionnement de plusieurs structures de collecte permet de les mettre en lumière.

Concernant la collecte directe d'un sous-secteur auprès d'un autre, le cas de la SPSM est particulièrement parlant, bien que relativement isolé. Nous l'avons vu, cette société s'est implantée sur l'ancien site de la SIMAP, société de collecte dont les activités de pêche proprement dites étaient relativement réduites (les sociétés de collecte font officiellement partie du sous-secteur artisanal, et les quantités collectées auprès des pêcheurs traditionnels entrent alors dans les statistiques de la pêche artisanale). La SIMAP opérait principalement auprès des piroguiers de Sainte Marie, récoltant surtout les poulpes et les poissons, et dans une moindre mesure les crustacés. Dès lors, la cessation d'activité de cette société en 1997 mit de nombreux pêcheurs dans une situation délicate : « Fort désemparés, certains piroguiers se sont résignés à pêcher moins, d'autres se sont attelés à commercialiser eux-mêmes leurs captures » (P. LANNUZEL 2004, 341). L'arrivée de la SPSM fut moyennement bien accueillie par nombre d'entre eux puisque celle-ci entreprit de maintenir les activités de collecte et d'exportation des calmars et poulpes « traditionnels », dont les piroguiers dépendent énormément. En revanche, concernant le poisson, l'impossibilité de respecter les normes d'hygiène (normes européennes pour l'exportation) à bord des pirogues empêche la SPSM de le racheter aux petits pêcheurs. Seules les petites prises non-commerciales sont parfois récoltées pour servir d'appâts au bout des palangres de la société²² dont les poissons sont, eux, expédiés vers La Réunion et la France. Les poissons pêchés dans les lagons par les piroguiers de Sainte Marie restent donc désormais sur l'île et y approvisionnent directement les nombreux hôtels et restaurants, vu les débouchés très limités sur les étals locaux. Il en résulte que les restaurateurs manipulent facilement les prix à leur avantage. Seuls quelques petits opérateurs indépendants permettent à ces produits de quitter l'île pour les marchés de *Toamasina*, et parfois d'*Antananarivo*.

De son côté, la filière crevettière illustre également un commerce tourné vers l'extérieur, dont les opérateurs traditionnels et industriels se partagent les retombées. Cependant, ce partage n'est pas équitable, non seulement à cause de la situation conflictuelle autour de la ressource (cf. supra) mais également au vu du manque d'infrastructures dont souffre la pêche traditionnelle. En effet, contrairement à la société *Réfrigépêche* qui conditionne elle-même ses captures et gère leur exportation vers la France depuis ses locaux du port de

²² On peut noter que la circulation des appâts se fait également parfois du secteur industriel au secteur traditionnel ou artisanal, dans le cadre des transactions en mer auprès des chalutiers désireux de revendre leurs prises accessoires (cf. supra).

Toamasina, les pêcheurs traditionnels éprouvent les pires difficultés à fournir aux collecteurs (indépendants ou sociétés) des produits satisfaisant les conditions d'hygiène indispensables à l'expédition hors de la région (principalement vers la capitale *Antananarivo*) et à l'exportation dans les pays voisins de l'Océan Indien. L'agrément pour l'exportation vers l'Union Européenne (y compris l'île de La Réunion toute proche) est quant à lui totalement hors de portée de ces producteurs. Ceux-ci se dirigent alors vers un marché lucratif moins soumis aux contrôles : celui des trépangs et ailerons de requins destinés aux pays asiatiques.

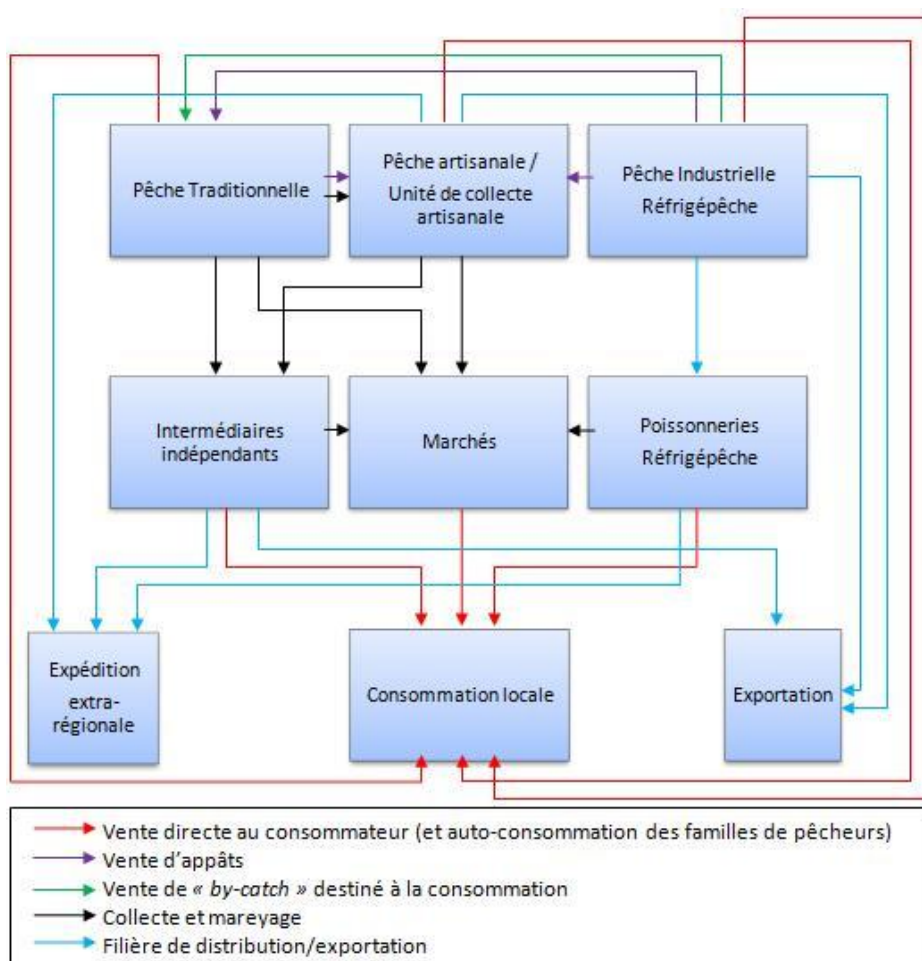


Figure 7. Enchâssement des circuits de commercialisation des produits de la mer

La question du manque d'infrastructures de conditionnement que nous venons de pointer évoque le type d'interaction qu'Hélène REY, dans son tableau analytique (cf. supra), qualifie de « partage des infrastructures en aval ». Bien que nous n'ayons observé dans notre zone d'étude aucune infrastructure utilisée en commun par plus d'un secteur de pêche, une situation de « location » a néanmoins été notée à *Toamasina*. En effet, des pêcheurs piroguiers débarquant à proximité du port tentent régulièrement de faire conserver leurs

surplus de poisson dans les containers frigorifiques des locaux de *Tazara*. Cette méthode, en leur permettant de récupérer leur poisson ultérieurement, leur accorderait une certaine maîtrise du prix de ces captures plutôt que de devoir les céder au rabais dès le débarquement. Cependant, l'utilisation des installations de l'association (qui, rappelons-le, sont issues de la coopération internationale) implique pour ces pêcheurs de verser une contrepartie (en argent ou en poisson) au gestionnaire présent au moment du débarquement, ainsi qu'à celui présent lors de l'enlèvement. Entre-temps, il est fréquent que les captures ainsi stockées « disparaissent », tout simplement. Bref, ce « partage d'infrastructures en aval » est loin d'être une relation de complémentarité gratuite.

2.4.5. Emploi

Nous l'avons vu, les effectifs de pêche industrielle sont constitués de pêcheurs traditionnels, attirés par la sécurité de l'emploi, le salaire fixe et les conditions de vie à bord bien meilleures que dans les autres secteurs.

Travailler sur une embarcation artisanale est également le rêve de beaucoup de piroguiers, malgré des conditions de sécurité minimales (mais néanmoins meilleures qu'à bord des pirogues) et la fragilité de l'emploi. La raison en est simple : « un pêcheur artisan peut percevoir un salaire – au rendement – bien plus conséquent qu'un pêcheur industriel » (P. LANNUZEL 2004, 183). Des associations comme *Tazara* revendiquent d'ailleurs vouloir fournir des emplois à un maximum de pêcheurs traditionnels ayant cette ambition.

Mais la rareté des armements industriels et artisans dans notre zone d'étude, en regard du considérable effectif traditionnel dispersé sur toute la côte, ne permet qu'à une faible proportion de pêcheurs d'espérer intégrer ces équipages « privilégiés ».

Cependant, la volonté des pêcheurs traditionnels *Betsimisaraka* de conserver leur mode de travail solitaire et « auto-géré » nous pousse à penser que peu d'entre eux sont réellement volontaires pour un tel changement d'habitudes. L'instabilité permanente des équipages de pêche artisanale que nous avons évoquée plus haut est selon nous l'expression de cette recherche d'indépendance. D'autre part, il n'est pas rare que les membres d'équipage sous contrat avec un armateur industriel ou artisanal retournent à leurs pirogues durant les jours de repos ou pendant certaines périodes de fermeture de pêche, afin de retrouver cette

autonomie perdue. Il n'est toutefois pas aisé de parler ici d'« emplois mixtes » tant cette saisonnalité n'est pas concrètement instaurée, ne reflétant donc pas une réelle subsidiarité des pêcheries.

Au final, le secteur artisanal ne concrétise que très peu les ambitions que l'on lui fait souvent porter du point de vue de son potentiel socio-économique. Et la rareté des formations, quand elles existent, ne lui permet pas dans l'état actuel des choses de soutenir une véritable promotion du secteur traditionnel.

A un tout autre niveau, nous pouvons aussi souligner l'influence de l'activité d'un sous-secteur sur l'emploi dans un autre. C'est notamment le cas lorsque le chalutage côtier des navires industriels provoque l'abnégation des pêcheurs traditionnels, ou lorsque la cessation – partielle ou totale – des activités de collecte d'une société artisanale empêche ceux-ci de maintenir leur effort de pêche.

2.4.6. Crédit et subvention

L'absence de mesures publiques concernant l'aménagement des pêcheries sur la côte Est est particulièrement ressentie par les pêcheurs traditionnels et artisans. Dans cette situation d'éviction, les possibilités d'accès aux capitaux de départ et à l'emprunt sont réduites à néant.

Concernant le sous-secteur traditionnel, sa non-reconnaissance induit pour les pêcheurs un statut légal de « sans-emploi » au regard de toute structure administrative, ce qui a pour effet d'exclure la moindre possibilité d'accès au crédit. De là découlent les conditions dérisoires de ce type d'exploitation, de l'amont à l'aval de la capture.

Le sous-secteur artisanal est quant à lui dans une situation médiane. Il est en effet difficile de comparer certaines des sociétés observées aux petites exploitations artisanales vivant sur cette partie de la côte Est malgache. La situation de ces dernières est en effet bien loin de celle de leurs homologues crevettières du Nord-Ouest dont l'activité est encadrée par l'Etat et le GAPCM, facilitant dès lors l'accès aux subventions prévues par les plans d'aménagement. De cette absence d'accompagnement public dans notre région d'étude résulte la déclinaison atypique des exploitations artisanales en présence : des petites entreprises isolées (famille *Mena*), à la société d'exportation à capital français (SPSM), en

passant par les initiatives de coopération internationale (*Tazara*) et les modestes projets associatifs (Apostolat de la Mer). La variété d'origine des capitaux – et leur rareté globale – témoigne du désintérêt général de l'Etat pour ce sous-secteur sur la côte Est.

Contrairement aux deux sous-secteurs précédents, la pêche industrielle est la grande privilégiée de l'exploitation halieutique à Madagascar, bénéficiant de facilités de financement et de mesures publiques d'encadrement. Mais ces facilités dépassent de loin le cadre malgache et impliquent la participation active de capitaux européens.

En effet, l'engagement de la politique européenne de pêche à Madagascar ne se limite pas aux accords de pêche thonière. Cet engagement se traduit également, sous des formes bien moins visibles, par de nombreux intérêts dans l'exploitation crevettière²³ : « Cette présence européenne dans le secteur crevettier malgache est souvent complexe, avec des associations impliquant des entreprises japonaises et des compagnies-mères importatrices européennes, le tout tissé dans une toile complexe de holdings croisés » (CAPE 1998, 5).

Le cas de la société industrielle *Réfrigépêche Est*, qui nous intéresse ici, est représentatif de cette double participation du domaine public malgache et du domaine privé européen : le capital de la société est en partie détenu par le *faritany* de *Toamasina*, mais majoritairement par un actionnaire français lié à une entreprise nantaise d'importation de crevettes congelées (CAPE 1998, 5).

A cela faut-il ajouter que le secteur industriel est le principal bénéficiaire de l'aide au développement dans le secteur de la pêche²⁴ (coopération française, aide européenne au développement et contreparties financières des APP)...

²³ Le premier accord de pêche conclu entre Madagascar et l'UE en 1986 portait également sur la ressource crevettière. Les accords ultérieurs ne concernant plus que le thon, la politique européenne de pêche à Madagascar se manifeste dès lors essentiellement par le biais des sociétés mixtes (CAPE 1998).

²⁴ Une campagne fut menée à ce sujet en 2000 par le réseau Agir Ici, conjointement avec le COMM et la CAPE. Celle-ci dénonçait l'utilisation de fonds publics français et européens destinés à appuyer le secteur crevettier industriel, alors que le secteur traditionnel n'est concerné que par 5% de ces fonds (description de la campagne en annexe 4).

3. Conclusion : la nécessité d'une gestion intégrée du système halieutique sur la côte orientale de Madagascar

L'étude des différents modes de gestion des pêcheries et des interrelations découlant de cette pluralité d'usages nous a permis d'identifier les rapports de force au sein du système halieutique global et les objectifs propres aux différentes institutions, formelles et informelles, en charge de cette gestion. L'approche systémique a pu aboutir à la confrontation des différentes logiques à l'œuvre, ainsi qu'à la mise en évidence de leur inadéquation apparente. Ainsi, les relations qu'entretiennent les trois sous-secteurs du point de vue de l'accès aux facteurs de production et au marché laissent transparaître des effets d'éviction plutôt que des situations synergiques, nécessitant « de nouvelles politiques globales d'aménagement et (...) de nouvelles pratiques de régulation collective » (H. REY-VALETTE & S. CUNNINGHAM 2002, 503). En l'absence de telles mesures, capables de modifier la nature des relations entre systèmes-pêche, aucune gestion intégrée de l'activité halieutique ne pourra être mise en œuvre.

Dès lors, l'emploi de cette approche systémique ne trouvera toute son utilité que dans son prolongement pratique, en l'occurrence dans le cadre d'une restructuration de l'activité halieutique mettant l'accent sur l'aspect relationnel des pêcheries. Cette méthode permettrait de « souligner l'importance de l'environnement et de la pluralité des acteurs tant pour la définition des objectifs que pour la mise en œuvre des mesures de gestion et, par conséquent, sur l'importance de la prise en considération de la nature des systèmes productifs et des systèmes de décision » (H. REY *et al.* 1997, 200).

3.1. Vers une politique de gestion halieutique équitable

Bien plus qu'une construction facilitant l'analyse, la prise en compte de l'ensemble des trois pêcheries dans un seul et même système halieutique intégré est donc une nécessité pour la gestion équitable de la filière pêche.

L'obstacle majeur que nous avons pu mettre en évidence à travers ce travail est la non-reconnaissance d'une majorité de producteurs causée par le déséquilibre qu'accuse l'actuelle politique halieutique à Madagascar. Celle-ci ne prévoit en effet de mesures d'accompagnement concrètes que pour la pêche crevette, principalement industrielle et concentrée sur la côte Ouest du pays. Dans notre région d'étude, ce déséquilibre est

particulièrement palpable à la lumière du caractère inéquitable des relations qu'entretiennent la pêche traditionnelle, la pêche artisanale et la pêche industrielle, tant au sein des zones de capture que dans les phases de production situées en amont et en aval.

Le développement d'une gestion intégrée de la pêche dans notre zone d'étude – et partout ailleurs à Madagascar –, capable de concilier les objectifs d'exportation et d'approvisionnement stable du marché local, passe impérativement par le renforcement et l'articulation des institutions formelles et informelles (administration, instances décisionnelles, associations de pêcheurs, etc.) impliquées dans la mise en œuvre de l'activité halieutique.

En effet, bien que la reconnaissance administrative du secteur traditionnel et la réaffirmation légale de l'existence d'une zone côtière interdite au chalutage soient des conditions *sine qua non* à un développement harmonieux du secteur – de surcroît exigées par le Code de Conduite pour une Pêche Responsable de la FAO²⁵ –, l'existence d'institutions capables de maintenir effectifs les engagements pris est une base sans laquelle toute gestion équitable s'avère impossible.

Les diverses tentatives de représentation à l'échelle nationale de la pêche traditionnelle, sous l'égide d'organismes coupoles tels que le COMM et ses prédécesseurs (PMM, FECPAMA, GNPTAC, etc.), ont le mérite d'avoir à plusieurs reprises agi en ce sens, malheureusement sans pour autant avoir provoqué un véritable bouleversement institutionnel. L'avortement de ces expériences est principalement imputable, selon nous, d'une part au manque de crédit et d'intérêt accordé à cette démarche par les organes décisionnels étatiques, et d'autre part au caractère artificiel et exogène de la mouvance associative impulsée aux communautés côtières.

Pourtant, comme le souligne John KURIEN, l'Etat et la Communauté occupent respectivement le rôle de « gouvernail » et d'« ancre » dans tout processus de restructuration des pêcheries :

²⁵ La reconnaissance d'un droit d'accès pour les communautés côtières est stipulée dans l'article 6.18 de ce Code de Conduite, consultable à l'adresse <http://www.fao.org/fishery/ccrf/>

« Our ingredients for a secure future, if implemented, will result in a basic restructuring of the institutional and organisational contours of the small-scale fisheries. (...) Equally important is the need to challenge the monopoly of the main institution of globalisation : the market. Modulating its excessive influence (rowing too fast) with the anchoring role of the community and the rudder of state policy become imperative » (J. KURIEN 1998, 37).

Dans cette optique, la complémentarité des organes publics de gestion et des institutions traditionnelles de régulation doit être facilitée. Cela suppose une plus grande reconnaissance de ces dernières par l'administration qui, jusqu'à présent, fait preuve d'une « vision trop formaliste et quantitative qui masque leurs attributs sociaux et culturels, minimise leurs connaissances et sous-estime leur contribution potentielle à la gestion » (Y. BRETON 1997, 64).

3.2.La promotion d'une gestion responsable et durable

La nécessité de reconnaissance des institutions traditionnelles s'exprime particulièrement dans les projets de gestion de l'environnement côtier, et dans l'ensemble des projets de gestion des ressources marines renouvelables.

Nous avons vu, avec les diverses approches dites « participatives » des projets de conservation, que l'implication des communautés de base relevait souvent d'une « appropriation » par la contrainte plutôt que d'un réel transfert de gestion. Ces initiatives conservationnistes se contentent en effet de bannir les activités de pêche traditionnelle des zones récifales, offrant parfois même à quelques pêcheurs des embarcations motorisées leur permettant d'aller pêcher au loin, le tout sous le couvert d'un « programme de promotion de la pêche » bien peu intégré au contexte socio-économique local.

De l'autre côté, l'exploitation effrénée des navires industriels crevettiers provoque une pression accrue sur l'ensemble des espèces côtières, provoquant inévitablement – outre les conflits directs sur zone et les destructions d'engins – un appauvrissement des ressources à la portée des pêcheurs piroguiers. Ceux-ci, ignorés et démunis de toute possibilité de contestation, sont dès lors contraints d'employer des techniques de pêche nuisibles à la reproduction des stocks ou – lorsqu'on leur en laisse le droit – de se cantonner dans les étroites zones récifales inaccessibles aux chalutiers.

Selon nous, cette position insupportable des communautés de pêcheurs exige la mise en place d'outils de gestion communautaire basée sur les droits d'accès, méthode faisant jusqu'à présent cruellement défaut dans les programmes de GIZC.

Les récents « projets-pilotes » de ZAC²⁶ (Zones d'Aménagement Concerté), au nombre desquels figure la baie d'*Antongil*, ne seront à ce titre novateurs et porteurs d'espoir que dans la mesure où ils permettront une réelle articulation entre les dispositions légales de gouvernance décentralisée des ressources naturelles et les conventions sociales traditionnelles. En effet le *dina*, processus de régulation traditionnel, est reconnu depuis 1996 dans la loi relative à la gestion locale des ressources naturelles renouvelables (loi 96-025 du 30 septembre 1996), mais sa conciliation avec la loi moderne demeure difficile à appliquer.

Selon Lalaina R. RAKOTOSON et Kathryn TANNER, interpellées par la question de la gestion communautaire des ressources marines,

« Integrating the "legal" and the "legitimate" is a big challenge. (...) Antongil bay is the first field in Madagascar to test the feasibility of these developed legal tools. Through ICZM tools, the integration of activities in the bay should assure the participation of every stakeholder. (...) The purpose of dina is to assure a "bottom-up process" » (L.R. RAKOTOSON & K. TANNER 2006, 855 ; 864).

L'instauration d'un réel dialogue et d'une concertation passe d'abord par une reconnaissance de la place que pourraient, à l'avenir, occuper les communautés de petits pêcheurs traditionnels et artisans dans une exploitation plus raisonnable du littoral. Bien loin des clichés figés et misérabilistes, la petite pêche est sans aucun doute capable de renverser la tendance d'une pêche de quantité vers une pêche de qualité, pour autant qu'on lui en donne les moyens et qu'on la considère à sa juste valeur.

²⁶ Programme issu de la volonté du GAPCM de mettre en place un outil capable de « traiter la cohabitation avec la pêche traditionnelle par la concertation en vue de prévenir les conflits, de définir des objectifs de gestion rationnelle et d'aménagement des pêcheries et de promouvoir le développement local ». Les contrats cadres concernant la mise en place de trois zones pilotes ont été signés en octobre 2005 (P. LEZ & D. ROJAT 2006, 5).

3.3. Portée et limites

Alors que l'ensemble des pêcheries mondiales est aujourd'hui confronté à une triple crise environnementale, énergétique et économique, la pêche à petite échelle est peut-être sur le point de vivre un nouveau changement de paradigme. Lui serait-il alors possible de faire valoir ses atouts en matière d'emploi, de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire ?

Notre ambition, à travers la modeste contribution que représente ce travail, est de souligner la nécessité de l'appréhension globale des enjeux de la pêche par les décideurs dans tout projet. De la plus petite initiative de promotion d'une pêcherie locale, au colossal travail de restructuration de l'activité halieutique d'une région entière, en passant par la création d'une aire marine protégée ; au-delà des données environnementales, il nous semble nécessaire de prendre connaissance du contexte socio-économique dans lequel s'insère un système-pêche donné.

Les circuits de commercialisation, les réseaux associatifs, les relations d'échange, les luttes d'influence, les jeux des courtiers en développement, les situations d'interdépendance, les partages de ressources, les modes de règlement des conflits, les interactions formel/informel, les conditions d'accès au crédit et aux intrants, etc. sont autant de données dont les articulations doivent être connues des « développeurs ». A ce titre, l'étude des relations entre pêcheries d'échelles différentes est une manière parmi d'autres d'apprécier les implications socio-économiques sur lesquelles les faiseurs de projets font souvent l'impasse – nous n'avons d'ailleurs pas la prétention d'avoir épuisé le sujet. C'est donc dans une optique de « recherche-action », soit d'aide à la décision par la mise en évidence de processus globaux, que ce travail a été réalisé.

Cependant, cette étude a pour limite principale sa spécificité, lui conférant un caractère plus narratif qu'injonctif, et donc une portée restreinte du point de vue de ses applications concrètes. Aussi, pensons-nous utile de rappeler la nécessité d'interdisciplinarité dans la recherche sur les systèmes halieutiques. Ce travail n'aurait en effet de sens qu'en étant complété de travaux tant dans le domaine des ressources biologiques que dans celui de l'administration décentralisée, pour ne citer que ceux-là.

Bibliographie

- ANDRIANAIVOJOANA C., KASPRZYK Z. & DASYLVA G., 1992, « *Pêches et aquaculture à Madagascar, bilan diagnostic* », MPRH, PNUD/FAO, Antananarivo
- ANDRIANAIVOJOANA C., KASPRZYK Z. & DASYLVA G., 1993, « *Pêches et aquaculture à Madagascar, plan directeur* », MPRH, PNUD/FAO, Antananarivo
- ARDILL J.D., 1983, « *Fisheries in the Southwest Indian Ocean* », Ambio, vol. 12, n°6, pp. 341-344
- BAKHAYOKHO M. & KEBE M., 1991, « *Problématique des relations entre la pêche artisanale et la pêche industrielle : cas des ressources démersales* », in DURAND J.R., LEMOALLE J. & WEBER J. (éds), « *La recherche face à la pêche artisanale* », Orstom Editions, Paris, tome 2, pp. 933-941
- BAVINCK M., 2000, « *La pêche au Tamil Nadu : initiatives et mesures incertaines* », Samudra, n°27, International Collective in Support of Fishworkers, Chennai, pp. 16-19
- BIERSCHENK T., CHAUVEAU J.P. & OLIVIER DE SARDAN J.P., 2000, « *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets* », APAD-Karthala, Paris
- BONTE P. & IZARD M., 1991 (2002), « *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie* », PUF, Paris
- BRETON Y., 1981, « *L'anthropologie sociale et les sociétés de pêcheurs – Réflexions sur la naissance d'un sous-champ disciplinaire* », in « *Les Sociétés de Pêcheurs* », Anthropologie et Sociétés, vol. 5, n°1, Université Laval, Québec
- BRETON Y., 1994, « *Liens entre pêche industrielle et pêche artisanale : changements et conséquences pour la recherche* », Anthropologie et Sociétés, vol. 18, n°1, pp. 93-106
- BRETON Y., SAVARD K., GIGUERE H. & DOYON S., 1997, « *Gestion de la pêche et de l'aquaculture crevettières. Une perspective anthropologique et comparative (Mexique-Madagascar)* », Faculté des sciences sociales – Département d'anthropologie, Université Laval, Québec
- CANAL-FORGUES E., 1995, « *Législation des pêches à Madagascar* », Programme Sectoriel Pêche, PNUD/FAO, MAG/92/004-DO/9/95
- CAPE, 2001, « *Le poisson ACP : qui profite des relations pêche ACP-UE ?* », document de travail, Bruxelles
- CERNEA M. (éd), 1998, « *La dimension humaine dans les projets de développement. Les variables sociologiques et culturelles* », Karthala, Paris
- CHABOUD C. & CHARLES-DOMINIQUE E., 1991, « *Les pêches artisanales en Afrique de l'Ouest : état des connaissances et évolutions de la recherche* », in DURAND J.R., LEMOALLE J. & WEBER J. (éds), « *La recherche face à la pêche artisanale* », Orstom Editions, Paris, tome 1, pp. 99-141

CHABOUD C. & GOEDEFROIT S., 1999, « *Mondialisation et stratégies des acteurs locaux. L'exemple des pêches crevettières malgaches* », Communication présentée aux VIII^{èmes} journées de Géographie tropicale consacrées au thème de la mondialisation, du 6 au 10 septembre 1999, Saint-Denis de La Réunion

CHABOUD C., 2002, « *Bilan de la recherche en sciences sociales au PNRC* », Atelier de restitution des travaux scientifiques du Programme National de Recherche Crevetière (PNRC) du 19 au 21 octobre 2002, Mahajanga

CHABOUD C., 2002, « *La modélisation comme outil d'aide à la gouvernance des ressources renouvelables : l'exemple de la pêche crevetière malgache* », Communication à la 7^{ème} conférence de l'International Society for Ecological Economics, du 6 au 9 mars 2002, Sousse

CHABOUD C., 2006, « *Gérer et valoriser les ressources marines pour lutter contre la pauvreté* », in GOEDEFROIT S. & REVERET J.-P. (éds), 2006, « *Quel développement à Madagascar ?* », Etudes Rurales, n°178, Editions EHESS, Paris, pp. 197-212

CHAUSSADE J., 1991, « *Les sciences sociales et la pêche artisanale* » in DURAND J.R., LEMOALLE J. & WEBER J. (éds), « *La recherche face à la pêche artisanale* », Orstom Editions, Paris, tome 2, pp. 973-979

CHAUVEAU J.P., LEMOALLE J. & WEBER J., 1991, « *Introduction* », in DURAND J.R., LEMOALLE J. & WEBER J. (éds), « *La recherche face à la pêche artisanale* », Orstom Editions, Paris, tome 1, pp. 15-27

CHAUVEAU J.P., JUL-LARSEN E. & CHABOUD C., 2000, « *Les pêches piroguières en Afrique de l'Ouest* », CMI-IRD-Karthala, Paris

COI, 2008, « *Etat des lieux au niveau national dans le domaine biologique, écologique, socio-économique, politique, légal et institutionnel à Madagascar* », Rapport final du Réseau des Aires Marines Protégées de la COI, Antananarivo

COMM, 2000, « *Projet de renforcement du secteur pêche traditionnelle malagasy* », document de travail, Tamatave

COMM, 2001, « *Promotion de la pêche traditionnelle à Madagascar* », document de travail, Tamatave

COPES P., 1999, « *Qui va exploiter les ressources littorales ?* », Samudra, n°23, International Collective in Support of Fishworkers, Chennai, pp. 14-19

CTA, 2003, « *Relations de pêche UE-ACP : vers une plus grande durabilité* », rapport de synthèse de la réunion conjointe organisée par le CTA et le secrétariat du Commonwealth, Secrétariat ACP, Bruxelles

CTA, 2006, « *L'avenir des relations pêche UE-ACP* », Centre technique de coopération agricole et rurale, Wageningen

DURAND J.R., LEMOALLE J. & WEBER J. (éds), « *La recherche face à la pêche artisanale* », Orstom Editions, Collection Colloques et Séminaires, Paris

FAO, 1995, « *Code de Conduite pour une Pêche Responsable* », FAO, Rome

FAO, 2006, « *Accroissement de la contribution des pêches artisanales à la lutte contre la pauvreté et à la sécurité alimentaire* », Directives Techniques pour une Pêche Responsable, vol 10, FAO, Rome

FAO, 2008, « *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture* », FAO, Rome

FECPAMA, 1996, « *Quel avenir pour la pêche artisanale à Madagascar* », document de travail, Tamatave

FOTH M. & KRAUSE G., 2005, « *Gestion intégrée des zones côtières : une panacée pour l'avenir des zones côtières ?* », Agriculture & Développement rural, vol. 12, n°2, pp. 40-42

GARCIA S. & CHARLES A., 2008, « *Fishery systems and linkages : implications for science and governance* », Ocean & Coastal Management, n°51, pp. 505-527

GASCUEL G., CHAVANCE P., BEZ N. & BISEAU A. (éds), 2000, « *Les espaces de l'halieutique* », IRD Editions, Collection Colloques et Séminaires, Paris

GEZON L., 1999, « *Of Shrimps and Spirit Possession : Toward a Political Ecology of Resource Management in Northern Madagascar* », American Anthropologist, vol. 101, n°1, pp. 58-67

GIGUERE H., 2006, « *Des morts, des vivants et des choses. Ethnographie d'un village de pêcheurs au Nord de Madagascar* », Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, Québec

GILLON Y., CHABOUD C., MULLON C. et BOUTRAIS J., 2000, « *Du bon usage des ressources renouvelables* », IRD Editions, Collection Latitudes 23, Paris

GOBERT B., 2007, « *Pêches et pêcheurs du Sud. Nourrir les hommes, gérer les ressources des mers tropicales* », IRD Editions, Paris

GOEDEFROIT S., 2000, « *La ruée vers l'or rose. Stratégie d'accès et conflit d'usage de la ressource crevette chez les pêcheurs traditionnels à Madagascar* », in GASCUEL G., CHAVANCE P., BEZ N. & BISEAU A. (éds), 2000, « *Les espaces de l'halieutique* », IRD Editions, Collection Colloques et Séminaires, Paris

GOEDEFROIT S., CHABOUD C. & BRETON Y. (éds), 2002, « *La ruée vers l'or rose. Regards croisés sur la pêche crevette traditionnelle à Madagascar* », IRD Editions, Collection Latitudes 23, Paris

GOEDEFROIT S. & REVERET J.-P. (éds), 2006, « *Quel développement à Madagascar ?* », Etudes Rurales, n°178, Editions EHESS, Paris

GOEDEFROIT S., 2006, « *La restitution du droit à la parole* », in GOEDEFROIT S. & REVERET J.P. (éds), 2006, « *Quel développement à Madagascar ?* », Etudes Rurales, n°178, Editions EHESS, Paris, pp. 39-64

GOREZ B., 2000, « *Pêcheurs traditionnels : or rose et eaux troubles* », Samudra, n°25, International Collective in Support of Fishworkers, Chennai, pp. 27-30

GRANDCOURT E. (éd), 2000, « *Status and management of the marine protected areas in Madagascar* », ICRAN PROJECT, UNEP/FAO, MT/1100-99-70

- GREBOVAL D. & RANAIVOSON E. (éds), 1996, « *Aménagement de la pêche crevetteière malgache* », Programme Sectoriel Pêche PNUD/FAO, MAG/92/004-DT/6/96
- HUNTINGTON H.K., 1998, « *Observations on the utility of the semi-directive interview for documenting traditional ecological knowledge* », *Artic*, vol. 51, n°3, pp. 237-242
- KASPRZYK Z. & DASYLVA G., 1990, « *Rapport du séminaire provincial sur les politiques et la planification du développement de la pêche et de l'aquaculture à Toamasina du 16 au 17 mai 1990* », PUND/FAO, MAG/85/014
- KASPRZYK Z. & RABENOMANANA D., 1990, « *Etude sur les possibilités de développement d'une pêche semi-industrielle de poisson sur la côte Est de Madagascar* », PNUD/FAO, MAG/85/014
- KASPRZYK Z., 1995, « *Projet de démonstration de la commercialisation à Antananarivo du poisson frais de Toamasina* », Programme Sectoriel Pêche, PNUD/FAO, MAG/92/004-DO/8/95
- KOURKOULIOTIS K. & RANAIVOSON E. (éds), 1998, « *Aménagement de la pêche crevetteière malgache. Rapport technique de l'atelier organisé à Antananarivo du 17 au 19 juin 1998* », Programme Sectoriel Pêche, PNUD/FAO, MAG/97/002-DT/12/98
- KURIEN J., 1998, « *Small-scale fisheries in the context of globalisation* », Centre for Development Studies, Thiruvananthapuram
- KUMAR K.G., 2003, « *Forging unity: coastal communities and the Indian Ocean's future* », International Collective in Support of Fishworkers, Chennai
- LANNUZEL P., 2004, « *La place des activités de pêche dans l'aménagement du territoire de la côte orientale de Madagascar* », thèse soutenue à l'Institut Universitaire Européen de la Mer, dir. MAINET G., Université de Bretagne Occidentale, Brest
- LAUTIER B., 1994 (2004), « *L'économie informelle dans le tiers monde* », La Découverte, Paris
- LEZ P. & ROJAT D., 2006, « *La crevette de Madagascar: responsabilité sociale et environnementale des entreprises* », Communication au Colloque GECOREV (Gestion Concertée des Ressources naturelles et de l'Environnement, du local au mondial : pour un dialogue entre chercheurs, société civile et décideurs), du 27 au 28 juin 2006, Centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement/C3ED, Université de Versailles, Saint Quentin en Yvelines
- LUGINBUHL N., 1984, « *Rapport sur les conflits entre pêche artisanale et pêche industrielle en Côte d'Ivoire* », FAO, Abidjan
- MALDIDIER C., 2001, « *La décentralisation de la gestion des ressources renouvelables à Madagascar* », Rapport d'expertise du projet GELOSE, Antananarivo
- MANGALAZA E., 1998, « *Vie et mort chez les Betsimisaraka de Madagascar* », L'Harmattan, Paris
- OCDE, 2006, « *Rechercher la cohérence. Les pêcheries et les politiques de développement* », Editions OCDE, Paris

- OLIVIER DE SARDAN J.P., 1995, « *Anthropologie et Développement, Essai en socio-anthropologie du changement social* », APAD-Karthala, Paris
- OTTINO P., 1998, « *Les champs de l'ancestralité : Parenté, alliance et patrimoine à Madagascar* », Karthala, Paris
- O'RIORDAN B., 2001, « *Madagascar - Pêche à petite échelle : les choses bougent* », Samudra, n°29, International Collective in Support of Fishworkers, Chennai, pp. 9-14
- PAPINOT C., 1993, « *Pêche et changement social à Madagascar* », Cahiers Ethnologiques, n°18, pp. 87-99
- PMM, CAPE & CCFD, 1998, « *Les pêcheurs piroguiers de Madagascar : rapport de la mission conjointe CAPE/CCFD* », rapport de mission, Tamatave
- PMM, CAPE & CCFD, 1999, « *La pêche traditionnelle à Madagascar* », rapport d'atelier, Tamatave
- RAKOTOSON L. & TANNER K., 2006, « *Community-based governance of coastal zone and marine resources in Madagascar* », Ocean & Coastal Management, n°49, pp. 855-872
- RANAIVOSON E. & KASPRZYK Z. (éds), 2001, « *Aménagement de la pêche crevette à Madagascar* », Actes de l'atelier MPRH/FAO, du 12 au 14 décembre, Editions CITE, Antananarivo
- RANDRIANASOAVINA F., 2001, « *L'avenir des communautés côtières à Madagascar* », document de travail du COMM, Tamatave
- REY H., CATANZANO J., MESNIL B. & BIAIS G., 1997, « *Système halieutique : un regard différent sur les pêches* », Editions IFREMER, Collection Propos, Paris
- REY-VALETTE H. & CUNNINGHAM S., 2002, « *La question des interactions pêche artisanale et industrielle dans l'histoire des pêches de l'Afrique de l'Ouest* », Actes du Symposium « Pêcheries maritimes, écosystèmes & sociétés en Afrique de l'Ouest : un demi-siècle de changement », du 24 au 28 juin 2002, Dakar
- SCHARM W., 2005, « *Les accords d'accès avec l'UE nuisent-ils à la pêche artisanale ?* », Agriculture & Développement rural, vol. 12, n°2, pp. 36-39
- SCHOLZ U., 2005, « *L'importance de la pêche pour les pays en développement* », Agriculture & Développement rural, vol. 12, n°2, pp. 31-33
- WALMSLEY S.F., BARNES C.T., PAYNE I.A. & HOWARD C.A., 2007, « *Comparative study of the impact of fisheries partnership agreements. Executive Report* », MRAG, CRE & NRI, Londres
- WALMSLEY S., PURVIS J. & NINNES C., 2006, « *The role of small-scale fisheries management in the poverty reduction strategies in the Western Indian Ocean region* », Ocean & Coastal Management, n°49, pp. 812-833
- WORLD BANK, 1991, « *Small-scale fisheries : research needs* », Technical paper, n°152, WB

Table des illustrations

Figure 1. Les niveaux de la recherche en halieutique. Source: Y.BRETON 1994	13
Figure 2. Représentation du système halieutique. Source: H. REY <i>et al.</i> 1997	18
Figure 3. Illustration de la complexité de l'"objet" interaction entre pêches artisanale et industrielle par l'enchevêtrement et la superposition des partitions. Source: H. REY-VALETTE & S. CUNNINGHAM 2002	24
Figure 4. Production crevettière à Madagascar et principales infrastructures. Source: S. GOEDEFROIT <i>et al.</i> 2002.....	32
Figure 5. Principaux sites de pêche de la zone étudiée	40
Figure 6. Etendue du plateau continental (bleu clair) dans la zone étudiée. Source: Google Earth 2009	56
Figure 7. Enchâssement des circuits de commercialisation des produits de la mer	72
Photo 1. Pirogues à balancier, <i>Fenoarivo Atsinanana</i>	44
Photo 2. Colmatage au goudron, <i>Toamasina</i>	44
Photo 3. Bateaux de pêche artisanale (association <i>Tazara</i> et Apostolat de la Mer, <i>Toamasina</i>).....	53
Photo 4. Bateaux de pêche artisanale (société <i>Riaka</i> , Sainte Marie)	53
Photo 5. Locaux de l'association <i>Tazara</i> (FAO/JICA), <i>Toamasina</i>	58
Photo 6. Locaux et navires de la SPSM, Sainte Marie	58
Photo 7. Chalutiers crevettiers <i>Réfrigépêche-Est</i> , <i>Toamasina</i>	64
Photo 8. Poissonnerie <i>Réfrigépêche-Est</i> , <i>Toamasina</i>	64

Liste des sigles

AFD : Agence Française de Développement

ANDEPA : Association Nationale de Promotion de la Pêche Artisanale

CAPE : Coalition pour des Accords de Pêche Equitables

COI : Commission de l'Océan Indien

COMM : Collectif des Organisations Maritimes Malgaches

DPRH : Direction de la Pêche et des Ressources Halieutiques

FAO : Food and Agriculture Organization

FECPAMA : Fédération Chrétienne des Pêcheurs Artisans (et traditionnels) de Madagascar

GAPCM : Groupement des Aquaculteurs et Pêcheurs Crevettiers de Madagascar

GELOSE : Gestion Locale Sécurisée

GIZC : Gestion Intégrée des Zones Côtières

GNPTAC : Groupement National des Pêcheurs Traditionnels et Artisans Crevettiers

ICSF : International Collective in Support of Fishworkers

JICA : Japan International Cooperation Agency

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

MAP : Madagascar Action Plan

MPRH : Ministère de la Pêche et de Ressources Halieutiques

PAE : Plan d'Action Environnementale

PMM : Programme Mer Madagascar

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SIMAP : Société Internationale Malgache de Pêche

SIPRH : Service Interrégional de la Pêche et des Ressources Halieutiques

SPSM : Société de Pêche de Sainte Marie

WFF : World Forum of Fish Harvesters and Fishworkers

WFFP : World Forum of Fisher Peoples

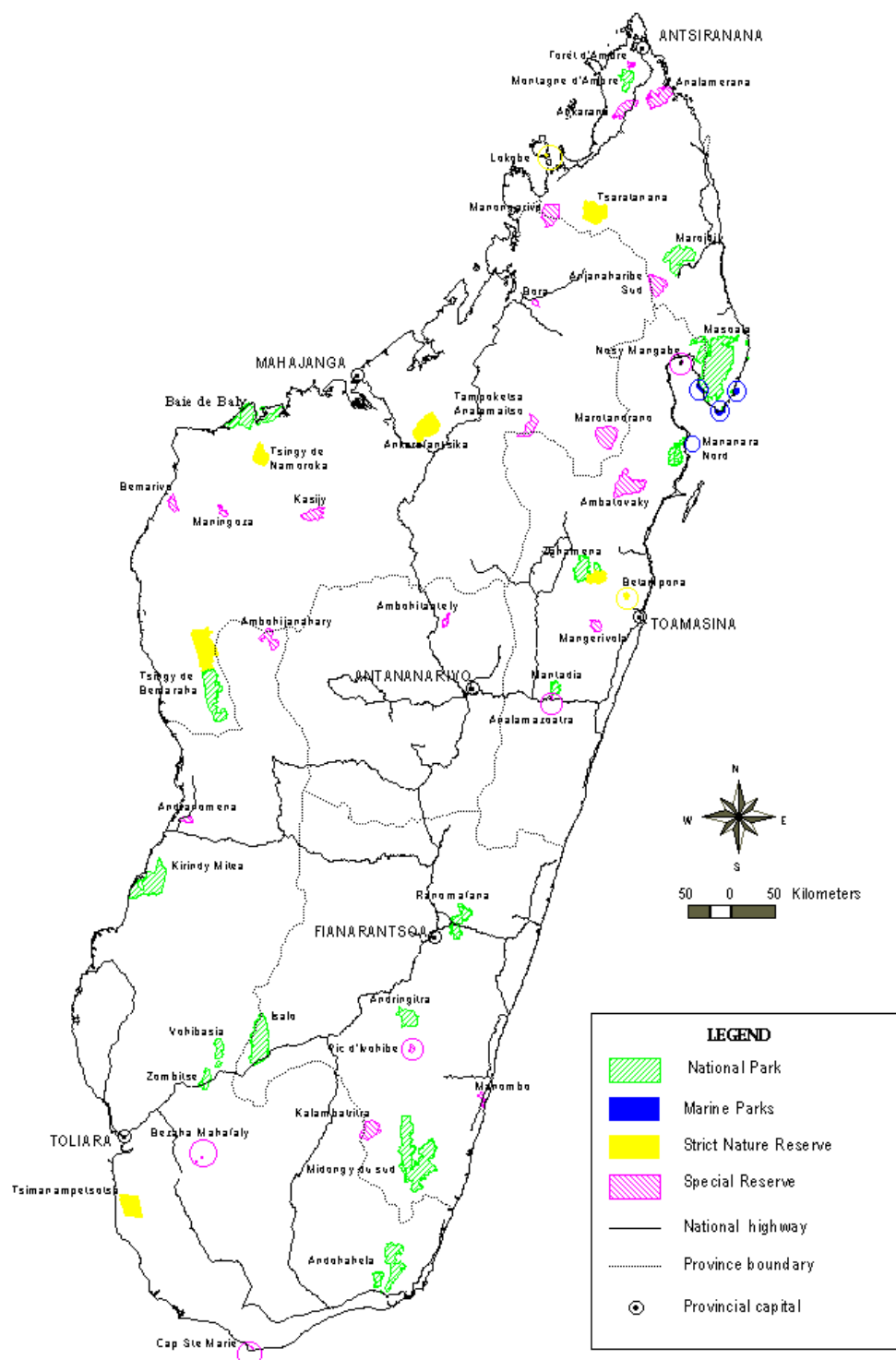
ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

Annexe 1 : Production de la pêche et de l'aquaculture 1995-2006 (en tonnes)

Production	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production maritime	87 962	86 227	88 318	87 396	91 497	98 459	101 233	102 726	105 475	102 366	99 998	100 943
Pêche industrielle	20 877	20 268	21 842	22 448	22 474	22 571	24 663	24 728	23 920	23 574	20 935	21 270
- Crevettes	7 635	8 136	8 146	8 782	7 888	8 303	7 889	9 328	8 545	7 155	5 312	5 442
- Poissons d'accompagnement	3 242	2 132	3 696	3 666	2 586	4 268	4 517	3 050	3 105	4 089	3 273	3 453
- Crevettes d'eau profondes							130	150		30		
- Poissons de fonds							2 127	2 200	2 270	2 300	2 350	2 375
- Thons	10 000		10 000	10 000	12 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Pêche artisanale	686	557	809	623	630	587	620	690	765	599	639	547
- Crevettes	284	334	609	446	480	412	437	490	726	590	572	490
- Poissons	402	223	200	177	150	175	183	200	39	9	67	57
Pêche traditionnelle	63 864	62 977	63 190	61 833	64 907	70 501	70 551	70 680	71 870	71 950	72 020	72 350
- Crevettes	2 000	2 000	2 000	2 242	2 139	3 412	3 450	3 450	3 450	3 450	3 450	3 450
- Crabes	1 300	1 000	1 000	1 500	868	1 030	1 347	1 400	1 450	1 500	1 525	1 600
- Langoustes	390	390	390	341	338	329	359	400	450	450	500	550
- Tréangers	1 800	1 800	1 800	482	512	838	851	830	850	850	820	850
- Aigues	787	787	1 000	2 510	1 933	5 792	5 045	5 100	5 170	5 200	5 225	5 300
- Poissons	50 200	50 000	50 000	50 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000	55 000
- Autres (Anguilles, Cephalopodes, Coquillages...)	7 387	7 000	7 000	2 758	4 117	4 100	4 500	4 500	5 500	5 500	5 500	5 600
Aquaculture marine	1 635	2 425	2 477	2 492	3 486	4 800	5 399	6 628	8 920	6 243	6 404	6 776
Production d'eaux douces	33 177	32 650	32 650	32 011	31 560	32 300	32 350	32 400	32 450	32 550	32 650	32 750
Pêche continentale	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Pisciculture en étangs	950	790	790	511	560	800	850	900	950	1 000	1 050	1 100
Production de truite				11								
Rizipisciculture	2 227	1 860	1 860	1 500	1 000	1 500	1 500	1 500	1 500	1 550	1 600	1 650
Production totale	120 139	118 877	120 968	119 407	123 057	130 759	133 583	135 126	137 925	134 916	132 648	133 693

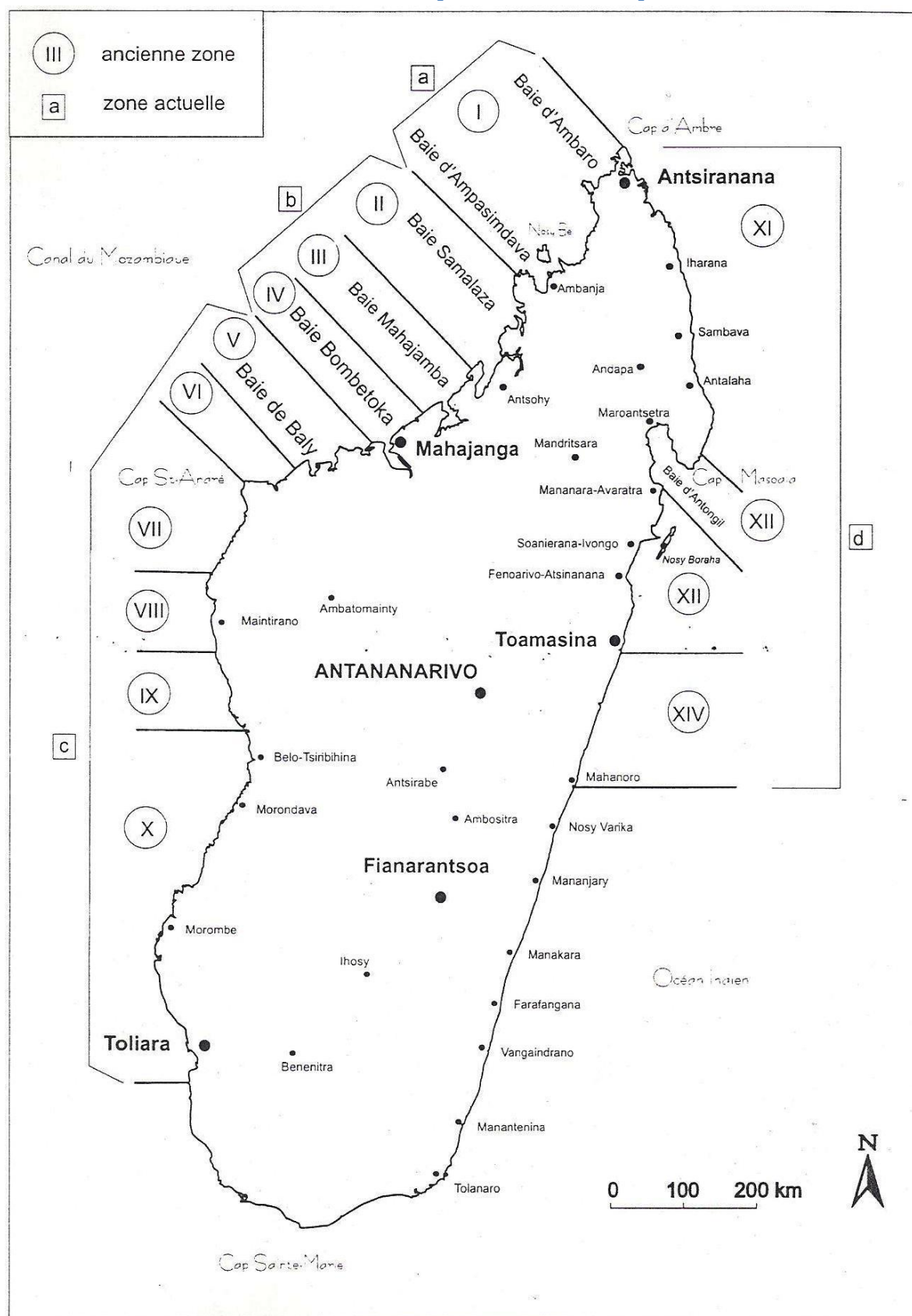
Source : DPRH (2007)

Annexe 2 : Le réseau national des aires protégées de Madagascar



Source : E. GRANDCOURT ICRAN / UNEP / FAO (2000)

Annexe 3 : Délimitations des zones de pêche crevettière après la réforme de 2000



Source : P. LANNUZEL (2004) d'après PNRC (2002)

Annexe 4 : Article concernant la campagne menée par AGIR ICI, la CAPE et le COMM

Crevettes malgaches : la coopération sans le développement

Céline Trublin, Agir Ici

La pêche traditionnelle est la grande oubliée de la coopération internationale. Elle représente pourtant un secteur potentiel de développement durable et de lutte contre la pauvreté.

Un appel à la cohérence.

Dans les pays du Sud, près de 180 millions de personnes dépendent de la pêche. 95 % vivent d'une pêche de petite échelle. Petite échelle ? Vite dit ! A Madagascar, cette pêche, que l'on appelle aussi pêche traditionnelle (pêcheurs à pieds ou en pirogues), représente la moitié des captures annuelles de poissons. La pêche traditionnelle apparaît ainsi comme un levier de développement à ne surtout pas négliger. Les politiques d'aide au développement de la France et de l'Union européenne, principalement orientées en faveur de la pêche industrielle, semblent pourtant avoir fait un autre choix !

Malgré les fortes potentialités dont dispose l'"Ile rouge" (diversité climatique et biologique, accès aux produits de la mer, ressources minières et énergétiques), Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde. 75% de la population vit en-deçà du seuil de pauvreté. La crise économique, en poussant les plus pauvres à fuir les zones rurales et urbaines, a contribué à créer près de 100 000 nouveaux pêcheurs traditionnels. Leur activité représente 50% de la capture totale annuelle de poissons du pays et pourvoit autour de 70% de la consommation de l'île en protéines de poissons.

A qui profite la pêche industrielle ?

La pêche industrielle à Madagascar est exclusivement tournée vers l'exportation. La filière crevette industrielle, qui a été choisie comme l'un des secteurs phares du processus d'ajustement structurel dans lequel le pays s'est engagé depuis quinze ans, y joue un rôle économique majeur. Avec 8000 tonnes exportées, elle réalise 15% de la valeur des exportations du pays, ce qui la place juste devant la vanille et le café.

En 1995, les 4/5 des prises de crevettes étaient le fait de la pêche industrielle. Pourtant, toute rentable qu'elle soit, la filière crevette ne participe pas au développement du pays. Les entreprises crevettières, bien que de droit malgache, ont des capitaux étrangers, majoritairement français et japonais. Les revenus après impôt sont donc partiellement appelés à s'expatrier. Du reste, l'Etat malgache ne percevant que 2,5% de la valeur de la ressource exportée, la filière crevette ne contribue qu'à environ 2 % du budget de l'Etat.

Bien plus grave, les crevettes se trouvent en grande partie dans les zones réservées (zone de deux milles établie en 1963) par la législation malgache aux pêcheurs traditionnels. En 1998, un rapport de la Coalition pour des accords de pêche équitables (CAPE) estimait que plus des deux tiers des prises effectuées par les chalutiers crevettières étaient faites illégalement dans cette zone. Compétition illégale mais aussi inégale : les petits pêcheurs perdent leur matériel et leurs prises du fait de l'intrusion des chalutiers.

Enfin, la pêche non sélective des bateaux industriels conduit au rejet de poissons morts dans les eaux côtières. Destruction de sources de protéines, menace pour le renouvellement des stocks et pollution s'en suivent.

Les priorités de l'aide

La mise en place d'une pêche durable respectueuse de l'environnement et subvenant aux besoins alimentaires des hommes semble pourtant être une préoccupation largement partagée par tous.

La convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982, signée depuis peu par Madagascar, pose les premiers jalons d'une meilleure gestion des ressources. Le concept de pêche responsable, apparu en 1990 au sein de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), s'est concrétisé en 1995 par un Code international de conduite pour une "pêche responsable". La France et l'Union européenne affichent des ambitions communes en matière de lutte contre la pauvreté et d'appui au développement durable. Un survol rapide de la réalité malgache nous montre un autre visage de cet engagement.

En théorie, l'Union européenne a pour obligation, dans les politiques qui la mettent en relation avec les pays en voie de développement, de tenir compte des objectifs qu'elle s'est données en matière de coopération et de développement (article 130v du traité de l'Union européenne). Et pourtant, en dix ans, de 1985 à 1995, l'Union européenne a consacré à la pêche traditionnelle moins de 1% du budget destiné au secteur de la pêche malgache. La quasi-totalité de l'aide au développement a été dirigée vers le secteur industriel et celui de l'aquaculture.

Charles Josselin, ministre français délégué à la Coopération et à la Francophonie, affiche la même préoccupation de cohérence. La France s'est aussi engagée à inscrire ses actions de coopération dans le respect de la convention des Nations unies sur le droit de la mer et l'application du code de conduite pour une pêche responsable de la FAO. Or, jusqu'en 1996, la France n'a financé que des projets industriels ou artisanaux^[1]. Depuis, un projet d'appui au secteur crevettier a été initié en 1997, comprenant un petit volet consacré à la pêche traditionnelle. Mais la crevette reste un produit d'exportation. Elle intéresse avant tout les industriels et n'occupe qu'une place marginale parmi les produits de la mer consommés par les populations côtières.

Comment expliquer de telles incohérences entre le discours et la pratique des bailleurs institutionnels français et européens ? On peut légitimement se demander si les bailleurs ne recherchent pas plutôt une réponse aux problèmes de pêche tels qu'ils se posent dans les pays du Nord, comme celui de la surpêche ou celui de la demande croissante des consommateurs européens. La France a importé près de 7 000 tonnes de crevettes de Madagascar en 1999^[2].

Il ne fait pas de doute que la filière crevettière est une filière extrêmement rentable. Les sociétés engagées dans cette industrie en tirent d'importants bénéfices. Il est donc particulièrement incohérent (indécents) que ces sociétés concentrent l'essentiel des fonds, par ailleurs comptés, de l'aide publique au développement française et européenne en matière de pêche.

La France et l'Union européenne accorderaient-elles plus d'importance à la bonne santé d'une poignée d'industriels qu'à celles de centaines de milliers de personnes ? L'aide au développement a manifestement besoin d'être révisée !

- 1) Stratégie de la coopération française dans le secteur des pêches, Secrétariat d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, Caisse française de développement, février 1998.
- 2) Crevettes. Madagascar : une source privilégiée, Produits de la Mer, n°62, août-septembre 2000.

Agir ici est une ONG qui mène des campagnes d'opinion publique avec des associations françaises et étrangères de solidarité internationale de défense des droits humains, de protection de l'environnement et des organisations œuvrant pour le désarmement.

www.agirici.org

Une campagne pour agir

L'aide au développement fait fausse route : redressons la barre !

Menée par Agir ici, en partenariat avec la CAPE (Coalition pour des accords de pêche équitables), le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), Pêche et développement et Solagral, cette campagne s'est achevée le 31 décembre 2000. Elle pointait les incohérences des politiques d'aide au développement française et européenne en matière de pêche à Madagascar. Une demande a été effectuée auprès du ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie ainsi que du Commissaire européen au développement et à l'action humanitaire afin de réorienter les financements publics en faveur de la pêche traditionnelle.

Pour connaître les suites de la campagne, contactez Agir ici.

Source : « *Gestion des ressources naturelles : les chaînons manquants* », Courrier de la Planète, n°60, visible à l'adresse <http://www.courrierdelaplanete.org/60/article3.html>